Jaunes

&

Rouges

Freddy Malot – février 2000

Église Réaliste – Marxistes Amis de Dieu

L'HOMME COMMUNISTE

Beaucoup s'interrogent sur la marche présente de la société humaine. Nombre d'entre eux sont même réellement inquiets, et ne savent à quel saint se vouer.

Face à cela, certains disent : ça a toujours été ! ce qui signifie : je compte bien me tirer d'affaire en toutes circonstances. D'autres disent : il faudrait une bonne guerre pour relancer la machine économique, comme c'est périodiquement nécessaire. D'autres y mettent plus d'ardeur, en "politisant" l'affaire selon le côté de l'Atlantique où ils habitent : c'est la faute à l'Amérique ! c'est la faute aux Européens ; il va bien nous arriver de vrais chefs décidés à en découdre ! D'autres, enfin, disent : c'était écrit ! La voilà, la fin du monde qui nous fut prédite ; attention ! quiconque n'admet pas à l'instant que nous confirmons l'antique prophétie n'a aucune chance d'en réchapper...

•••

Nous autres, Marxistes-Amis de Dieu, nous disons à la foule qui s'interroge ou s'inquiète : ce que nous vivons est très précisément le naufrage de la Civilisation, naufrage qui emporte avec lui la crise finale de toute la Préhistoire humaine. Et pour préciser plus encore la chose, nous ajoutons : 1° Cette crise de la Civilisation et de la Préhistoire ne date pas d'hier, mais remonte à 150 ans, et nous en sommes à une phase ultra-aiguë ; 2° Au sein de cette phase, c'est dans une période d'Avant-Guerre caractérisée, de première guerre absolument "mondiale" que nous sommes entrés depuis 10 ans (guerre du Golfe à l'appui).

Nous autres, Marxistes-Amis de Dieu, nous disons : eh ! oui, il y a une Histoire du Monde et de l'Homme ! C'est pourquoi notre époque dramatique du naufrage avancé de la Civilisation est aussi une chance. L'homme travaille et par suite il pense. Il n'est pas hors de l'Histoire, il en est au contraire partie prenante.

•••

La Préhistoire humaine, c'est l'histoire successive de deux Races de l'homme : les Primitifs, puis les Civilisés ; le naufrage de la Civilisation ne fait qu'exprimer violemment la nécessité de l'avènement d'une troisième Race de l'homme, la race des Communistes. Ce n'est que grâce aux races de l'homme du passé, que les mots de Monde et d'Histoire commencèrent à prendre un sens ; et pourtant elles ne situèrent qu'imparfaitement, de manière partiale, unilatérale et en sens contraire respectivement, le Travail et la Pensée au sein du Monde et de l'Histoire. Hardi ! donc, relevons ce grand défi qui est de tourner la page de la préhistoire de l'Homme et du Monde ! Appelons de toutes nos forces l'avènement du nouvel homme Communiste dont le travail et la pensée seront pleinement en phase avec le Monde et l'Histoire !

•••

On nous dira : vous êtes bien assurés, clairvoyants et enthousiastes, en ce qui concerne le Monde et l'Histoire ! Nous répondrons : c'est que nous sommes les Nouveaux Marxistes. Nous ne nous en tenons pas au fait que l'homme pense parce qu'il travaille ; la réciproque en est inséparable : l'homme travaille parce qu'il pense. Suivez-en bien la conséquence : aux trois races de l'homme à prendre en compte, correspondent trois Mentalités de la pensée. Et nous autres, annonciateurs de l'homme Communiste, si nous sommes clairvoyants concernant l'Histoire qui n'est qu'une question "scientifique", c'est que nous avons avant cela même une vue claire de la Réalité qui est une question "métaphysique".

LE NOUVEAU MARXISME

Qu'est-ce qui a fait la force, l'autorité et le rayonnement incomparables du marxisme ces 150 dernières années, dans la résistance mondiale à la Barbarie Intégrale dominante ? C'est par-dessus tout son **Mode de Pensée**, sa Mentalité, sa Théorie générale. Marx nomma cette Théorie "matérialisme critique", et l'on convint plus tard de s'attacher à l'appellation "Matérialisme Dialectique".

C'est à cause de son Mode de Pensée distinct, cohérent et fondé, que le marxisme du passé eut un **Mode d'Action** d'une vigueur telle qu'il ébranla la Barbarie régnante, qui en fit sa cible principale, et en craint le réveil comme la peste de nos jours. Il est bien connu que l'action intellectuelle du marxisme se trouvait concentrée dans le "Socialisme Scientifique" : doctrines de la Survaleur, de la Lutte des Classes et de la Dictature du Prolétariat. On sait également que l'action sensible du marxisme trouve son expression dans les "Internationales".

Au total, avec son Mode de Pensée et son Mode d'Action, le marxisme avait ce que la langue civilisée pouvait appeler sa Foi et un germe d'État. C'est en tout cas ainsi que la chaîne des héros et martyrs anonymes du marxisme vécurent la chose, et souvent plus exactement que les "chefs"...

Vive MARX !

C'est bel et bien un Nouveau Marxisme qui prend son départ à présent, avec notre Réalisme en philosophie, et les Amis-de-Dieu dans l'action.

Préconiser un "nouveau" marxisme, c'est bien la première fois qu'on voit cela ! Auparavant, on ne justifiait les "développements créateurs" du marxisme qu'après-coup, en revendiquant tout d'abord la "fidélité aux principes" du marxisme, en dénonçant en premier lieu les "révisionnismes" successifs.

Nous prétendons aujourd'hui consciemment et ouvertement, inaugurer un Deuxième marxisme. Cela ne s'imposera évidemment pas sans mal. Nous rencontrons des résistances "scandalisées" chez les anciens. Nous aurons aussi des déviations "insensées" chez ceux qui se rallieront à la nouvelle idée. Tout cela importe peu, puisque pour le moment ce sont les "attaques" intellectuelles de tout ordre qui manquent à notre "décollage".

Ce qui importe, c'est que le Nouveau Marxisme crie "Vive Marx" ! Marx est avec nous, et avec nous seulement. Marx continuait et sauvait l'Utopisme Idéaliste, en lui donnant une avant-garde Empiriste. Ce faisant Marx s'affirmait comme le vrai héritier de la Civilisation et de toute la Préhistoire humaine. À notre tour, en dépouillant l'ancien marxisme des traces de spiritualisme qu'il conservait, nous donnons le jour à la mentalité Réaliste qui convient enfin totalement à l'humanité Communiste de l'avenir.

La meilleure preuve que c'est dans le sillage du vieux marxisme que nous nous plaçons, c'est que Marx, Engels, Lénine et Mao ont constamment lancé le mot d'ordre fondamental (je ne parle pas de tactique) : "Ni Droite, ni Gauche ; mais En Avant !". Et – compte tenu qu'on doit interpréter ces appellations selon le contexte du Despotisme de la Barbarie Intégrale dominante –, le vieux marxisme s'est toujours voulu plus près du "libéralisme" que du "dirigisme". C'est ainsi qu'il combattit le plus violemment les "Radicaux", les Lassalliens, les Possibilistes, les Menchéviks, les Planistes, et les Khrouchtchéviens.

À notre tour nous crions :

"Ni Droite, ni Gauche ;
ni Démocrates, ni Fascistes ;
En Avant !"

Et nous crions cela en ayant pleine conscience que l'humanité communiste sera la 3ème espèce de la race humaine ; que nous sommes sous la domination de la Barbarie Intégrale ; que ce régime est rythmé par les guerres mondiales ; et que notre rôle propre de marxistes est avant tout celui d'une Église.

La Vraie République

L'état véritable du monde à l'heure présente est celui de la domination Barbare Intégrale sur le plan général, et de la domination Païenne Intégrale sur le plan mental. Ceci est établi depuis 150 ans, et ne se trouve qu'au degré suraigu présentement, d'autant que la grande empoignade Europe-U.S.A., sous le signe Démocrate-Fasciste, accélère de jour en jour son officialisation.

Dans une telle situation, il n'est pas du tout déplacé de prendre du recul, et de faire de la Philosophie en même temps qu'une grande revue Historique.

Dans une telle situation, le commencement de la Sagesse, c'est de suspecter tout, absolument tout, ce qui nous fut enseigné et ce qui semble admis, comme entaché de Mensonge absolu, et de Perversité absolue.

Je me contenterai dans ce qui suit, de m'attaquer à l'idée de "République", si étroitement liée au Chauvinisme chez le français de Gauche de la Barbarie Intégrale. Cette association fit effectivement des ravages, en particulier au travers de la tradition "blanquiste"-boulangiste-hervéiste-thorézienne. Cela tapait déjà sur les nerfs de Marx et Engels…

Je me reporte pour cela à l'époque de l'apogée finale de la Civilisation, à partir de 1760, époque où effectivement le Déisme et le Patriotisme français se préparaient à faire des merveilles.

Dom Deschamps – 1716-1774

Au milieu du 18ème siècle, il y eut une grande crise. Ce fut entre la guerre de Huit Ans (1741/1748 – Traité d'Aix-la-Chapelle), et la guerre de Sept Ans (1756/1763 – Traité de Paris). La France est opposée à l'Angleterre et, dans la 2ème guerre, la Russie dirigée par la fille de Pierre le Grand (Élisabeth), est opposée à la Prusse du Grand Frédéric. Au total, la France perd ses colonies : Canada, Antilles, Inde. En 1763, Louis XV chasse les Jésuites.

À la veille de la deuxième guerre, il y a une grande fermentation : Morelly produit son "Code de la nature" (1755) et Jean-Jacques son "Origine de l'Inégalité" (1755). Le comte d'Argenson, ancien secrétaire d'État à la Guerre, est exilé sur ses terres (1757). En fait, une époque se ferme alors, celle de la Maçonnerie, de la religion de Noé. Montesquieu appartient à cette époque (il meurt en 1755 et "l'Esprit des Lois" est de 1748). Voltaire aussi devient en réalité dépassé (il ne mourra qu'en 1778, mais a 66 ans en 1760). Une nouvelle époque s'ouvre en 1760 : l'époque de l'Encyclopédie (1751/1772) et de Rousseau (il a 48 ans en 1760, publie "l'Émile" et le "Contrat Social" en 1762) ; c'est l'époque du Déisme, de la religion de l'Être Suprême pur et simple, l'époque véritable de Kant. Même la puissance matérielle de l'Angleterre va être durement ébranlée par la Guerre d'Indépendance américaine (1776).

C'est dans cette nouvelle époque, ouverte en 1760, que se situe notre frère, notre ami, notre camarade, le moine breton Léger-Marie Deschamps (1716/1774). Ce petit moine, fixé dans un minuscule prieuré à la frontière de la Touraine et du Poitou, a ses entrées chez le comte d'Argenson disgracié, Franc-Maçon bibliophile, en contact permanent avec l'Angleterre et toute l'Europe.

Dom Deschamps est un génie philosophique, dont on ne trouve que rarement l'équivalent. Il est en avance sur son temps, un peu comme St Paul, en rupture avec les judéo-chrétiens à Jérusalem en +49, anticipait sur quelque 3/4 de siècle ! Deschamps s'attaque aux Philosophes révolutionnaires de Gauche, à l'empiriste Voltaire et à l'athée d'Alembert[1]. Ceci dit, c'est sans concession qu'il tâche de rallier à son "Vrai Système" l'idéaliste Rousseau et le panthéiste Diderot. Ses efforts dans cette direction furent vains, même si Diderot le pille sans scrupule.

En quoi consiste le "Système" de Deschamps ? Il dit : "Je ne crois pas À rien, je crois AU rien ; car le Rien existe, il est l'Existence même". Et il nomme sa Théorie "Riénisme". Ce n'est ni plus ni moins que l'anticipation de notre Réalisme théorique, c'est-à-dire du Marxisme conséquent, dont la conception est matérialiste-spiritualiste.

Le Riénisme de Deschamps fut exposé à la gent intellectuelle française en 1865 par Émile Beaussire ("Antécédents de l'Hégélianisme"). C'était du vivant de Karl Marx, mais ce dernier n'en eut pas connaissance et en resta à jongler avec Hegel et Feuerbach pour trouver une issue à Kant, alors que la réponse était trouvée depuis 100 ans…

Le Marquis D'Argenson – 1722-1782

En 1763, Dom Deschamps entre en correspondance avec le fils du comte d'Argenson, le marquis Marc-René Voyer-d'Argenson. Au château de la famille, Deschamps fonde une École Riéniste. Notre moine finit par "convertir" le marquis et sa femme. En 1773, Marc-René rédige un résumé du Riénisme que Marie-Léger juge admirable. Au décès de Deschamps (1774), d'Argenson poursuit ardemment l'action de propagande Riéniste jusqu'à la fin de ses jours (1782), c'est-à-dire jusqu'aux approches de la Révolution.

Adam Weishaupt – 1748-1822

En 1773, Clément XIV (pape) dissout les Jésuites. L'année précédente, Weishaupt a obtenu une chaire de droit canonique ; l'année suivante il rencontre un "Illuminé d'Avignon" (Dom Pernetti).

En 1776, Weishaupt crée l'"Ordre des Perfectibles". Cette association discrète a un programme très analogue à celui qu'avait Dom Deschamps. En 1782, au congrès international Maçonnique de Wilhelmsbad, les Illuminés Allemands tentent de se faire l'avant-garde de la Maçonnerie elle-même. Mais en 1784, la police de l'Électeur de Bavière détruit l'organisation de Weishaupt.

Notons qu'en 1782, l'année du Congrès de Wilhelmsbad, Claude de Saint-Martin a publié son livre : "Dieu, l'Homme et l'Univers".

[1] Grave erreur : D'Alembert n'est pas athée, mais hydre-penseur ! (note de FM – 2018)

Souvenons-nous également que Weishaupt écrivit en 1795 : “Pythagore, ou l’Art secret de gouverner le Monde”.

Gracchus Babeuf – 1760-1797

Moins de 20 ans après les débuts de Weishaupt, lequel voulait organiser la foule des intellectuels, fonctionnaires, militaires de l’Europe, déstabilisée après la Guerre de Sept Ans (1763), rien ne va plus sur la planète : au pays du Roi Soleil, le monarque est tombé, il est décapité, et le Comité de Salut Public de Robespierre dirige la France (1792/1794).

Immédiatement après le coup d’État contre Robespierre, le 9 Thermidor (juillet 1794), Babeuf dresse contre la réaction la “Conspiration pour l’Égalité” (1795-1797). Cette fois, Morelly devient d’actualité ; l’idée est que la Civilisation ne peut trouver de vrai achèvement que dans le Communisme. C’était aussi la conclusion du Riénisme de Dom Deschamps.

Fichte (Johann-Gottlieb) – 1762-1814 (mort du typhus)

Fichte paraît à la même époque. C’est le meilleur élève de Kant, accusé de “jacobinisme”, persécuté pour “Athéisme” à l’instigation de Goethe (1798), l’immortel auteur des “Discours à la nation allemande” (1807).

Fichte est installé à Iéna, en Saxe, de 1794 à 1798. Il y est initié maçon Écossais en 1794, au courant des Illuminés étant donné que Weishaupt chassé de Bavière s’était d’abord réfugié en Saxe. Fichte rencontre un certain Fessler, devenu “fanatique” de Kant. En 1793-94, Kant suggère audacieusement la création d’une Église Déiste mondiale, indépendante de tous les vieux clergés et des gouvernements. Fichte et Fessler s’emparent de cette idée, en vue de réaliser la Cité Morale, de “foudroyer chez les hommes tout ce que l’égoïsme et le penchant au bonheur ont de contraire” à l’impératif catégorique du Devoir moral désintéressé (Fessler). Pour cela, on veut s’appuyer sur l’expérience d’association internationale de la Maçonnerie, réformer ce qu’elle est et en faire “ce qu’elle devrait être”. C’est “le système Fessler, dernier système maçonnique”. Weishaupt et Babeuf sont pris en compte à la fois. Fichte, chassé de Saxe et réfugié à Berlin, poursuivra l’idée d’organiser une confrérie mondiale “Pythagoricienne” (1800).

Philippe Buonarroti – 1761-1837

Voici Buonarroti, l’Indomptable, le “patriarche de la démocratie”. Exilé de Toscane, réfugié en Corse, il y publie le journal “l’Ami de la liberté italienne” (1792). Il passe aux Jacobins à Paris, est fait Citoyen français par la Convention. On ne peut résumer sa vie ; toujours Républicain sur la brèche, toujours proscrit, toujours pauvre.

Avant tout, Buonarroti est le proche associé de Babeuf dans la “Conspiration” de 1796. Condamné à la déportation par Thermidor, longtemps enfermé, il se retrouve à Genève, puis à Bruxelles. C’est ici qu’en 1828, il publie la Somme du Babouvisme, qui sera la bible de tous les vrais républicains pendant 20 ans.

Mais Buonarroti n'a aussi cessé d'avancer en théorie et en pratique, depuis 1796 et depuis le "Club du Manège" révolutionnaire fondé en 1798, la veille du Consulat de Bonaparte. Par la suite, il s'imprègne d'Owen et de Saint Simon (Owen : "Nouvelle Harmonie" de 1825 ; Saint Simon : "Système Industriel" de 1821).

Jusqu'à la fin, Buonarroti est absolument persuadé que la "Sainte Égalité" est l'avenir de l'humanité. Il recommande à ses fidèles, isolés mais de partout, une "sage circonspection" unie à une "activité infatigable". Et en 1835, il écrit : "Dans l'adversité rien ne console, ne soutient autant que la sainteté de la religion".

Marc-René n° 2 – 1771-1842

Surprise ! Nous rencontrons à présent le fils du marquis Voyer-d'Argenson, protecteur de Dom Deschamps et zélé Riéniste. Ce second marquis a 9 ans quand son père meurt. Ce Marc-René N° 2 sera préfet de Napoléon en Belgique en 1809. On le retrouve à l'Extrême-gauche sous la Restauration (1815-1830).

Voyer-d'Argenson rencontre Buonarroti en 1830, devient son frère spirituel. En août 1835, d'Argenson décide Buonarroti à s'abriter jusqu'à ses derniers jours dans sa maison de Paris. De Dom Deschamps à Buonarroti, il y a le lien admirable de d'Argenson père et fils…

Le Chartisme – 1837-1841

On sait l'importance historique incomparable du mouvement de la "Charte du Peuple" en Angleterre. C'est le premier grand parti du Salariat, dressé au centre de la Civilisation contre l'offensive décisive de la Barbarie Intégrale, parti écrasé par l'Armée appuyée par les "sections d'assaut" de Cobden.

Sachons qu'en 1836, le futur leader Chartiste Bronterre O'Brien traduit pour les anglo-saxons la "Conspiration" de Buonarroti, précédée d'une lettre de l'auteur.

Marx et Engels

Engels est fixé à Manchester en janvier 1842, Manchester "berceau du prolétariat", à l'heure du Chartisme écrasé. Deux ans durant, Engels étudie la vie et la lutte du peuple anglais. En 1845, à 25 ans, il publie sa "Classe Travailleuse en Angleterre", qui fait date dans l'histoire de l'ancien marxisme.

Marx et Engels se sont rencontrés la première fois à Paris pendant l'été 1844 ; l'été suivant, Marx va retrouver Engels, visite Londres et Manchester en juillet-août. La longue association Marx-Engels, leur liaison à tous deux avec les anciens Chartistes anglais, et leur appui primordial sur l'Économie Politique : cette aventure inoubliable commence.

•••

La filiation que je viens de retracer, qui va de Dom Deschamps à Marx, en passant par les d'Argenson, Weishaupt, Babeuf, Fichte, Buonarroti, ne doit pas être perdue de vue par le Nouveau Marxisme.

Pourquoi les petits disciples de Marx ont-ils laissé dans l'ombre Buonarroti et le second d'Argenson (dont le recueil des discours nous serait pourtant si précieux) ? Parce qu'ils furent tous deux des Déistes inconditionnels.

Pourquoi, malgré le livre d'Engels de 1845, les petits disciples de Marx ne donnèrent-ils pas sa place éminente au Chartisme de 1840 ? Par vanité gauloise.

Notre mise au point est importante. Car c'est dans la filiation que j'ai retracée que se trouve la tradition de la vraie République, celle du peuple et non des politiciens. Il nous faut rayer de nos mémoires la tradition républicaine officielle mensongère, qui est celle des faux-amis du peuple. Cela va du Mirabeau de la Constituante, renié par son père, pour sauter à une Convention "respectable" : Celle de Roland le Girondin et celle de Barras le Thermidorien. Ensuite, on nous met sous la dent Madame de Staël sous l'Empire ; Lafayette sous le Roi bourgeois ; Ledru-Rollin sous la 2ème République ; Jules Simon sous le dictateur Napoléon III. Enfin arrivent les grandes heures de la République barbare, avec les Gambetta, Clemenceau, Jaurès, Blum et Thorez.

Finissons-en une bonne fois
avec ces turpitudes intellectuelles !

EUX et NOUS

	GAUCHE		SOCIALISME	
1840 - 1848	**LEDRU-ROLLIN**	"DÉMOCRATIE POLITIQUE"	**BLANQUI LEROUX L. BLANC**	**"DROIT AU TRAVAIL"**
1864 - 1871	**GAMBETTA**		**VARLIN**	**"MANIFESTE DES 60" A.I.T.**
1881	**CLEMENCEAU**		**GUESDE**	**"PARTI OUVRIER"**
1899	**JAURÈS**	"JUSTICE ÉCONOMIQUE"	**P.O.F.**	**IDEM**
1924 - 1936	**BLUM**		**P.C.F.**	**"BLOC OUVRIER ET PAYSAN"**
1944	**THOREZ**		**MARTY, TILLON**	**"RÉVOLUTION"**
1968 - 1981	**MARCHAIS**		**"M.L."**	**IDEM**

Eux et Nous

"Une immense clameur de guerre – assourdie depuis 1815 – reprend en 1840 pour ne plus s'éteindre."

(Ch. Andler : "Le Pangermanisme" – 1916)

• Le Tableau ci-dessus fait ressortir ceci : durant les 150 ans passés de Barbarie Intégrale dominante et sans cesse aggravée, **la Gauche** est mobilisée par une idée unique ; celle de la guerre déclarée au "Droit au Travail" de Février 1848, la guerre déclarée à l'Utopisme Social de 1835/1845.

• Environ tous les **20 ans**, une grande "Vedette" de Gauche est mise à la mode. Ce Tribun du diable joue à chaque fois sur une réputation surfaite d'"opposant d'extrême-gauche" acquise une bonne dizaine d'années auparavant. Le modèle, le type de cette séquelle de démagogues régulièrement réincarnés, c'est le Radical Ledru-Rollin.

Le serpent Ledru dit au Procureur Corbin, devant la Cour d'Assises d'Angers, le 23/11/1841 : "Je ne suis pas communiste ; je hais les communistes ; je les hais plus que vous".

Le défenseur de Ledru, le très-à-gauche Arago enfonce le clou, déclarant : "La question des salariés, la question de l'organisation du travail, n'a rien à voir avec l'absurde, avec le hideux communisme".

Et le Gauche pur-sang Armand Marrast commente l'audience : "Ledru-Rollin a très nettement déclaré l'aversion que lui inspire ces doctrines qui attaquent la société dans ses bases éternelles : la famille et la propriété".

• Le développement malfaisant du pharisianisme de Gauche se déroule en **deux** grandes **phases**, avant et après 1890. Il y a d'abord le maquillage Républicain, puis le masque Socialiste. Le "saut" entre les deux étapes est illustré par le passage de Clemenceau, le fier Radical-Socialiste, et Jaurès, l'apôtre du Socialisme Humain. Clemenceau est l'ex-gauchiste de 1876, attaquant Gambetta : "Les républicains conservateurs demandent à la République son minimum, non son maximum. Nous, républicains radicaux, nous voulons la République pour ses conséquences naturelles, les grandes réformes sociales qu'elle entraîne". C'est déjà la salade des "Jeunes Turcs" (!) de l'équipe d'Édouard Herriot en 1934 : "Vous voulez éviter 1793, hâtez-vous de faire 1789 !" Et, de fait, Clemenceau se découvrira en célèbre "Briseur de Grève", déjà corrompu avéré dans le "scandale de Panama", et enfin "Tigre" de l'Union Sacrée de 14-18.

Pourquoi ces deux phases, d'abord au nom de la République, puis au nom du Socialisme, du Dressage des salariés et de la masse, opération au cours de laquelle la Gauche se fit l'avant-garde de la Barbarie Intégrale ? En réalité, les deux aspects du Dressage, l'aspect politique et l'aspect économique, sont étroitement liés tout au long du processus, et les deux phases ne se distinguent que par le point où fut porté successivement le coup principal.

• La première expression de cette double Réaction sociale, les français en avaient déjà eu l'expérience 50 ans avant l'ouverture de l'ère de la Barbarie Intégrale (1845), durant la **Réaction Thermidorienne** : 1794/1799. Je signale ce précédent, parce que c'est à cette période que notre Gauche Barbare fait appel pour se donner vicieusement de faux Grands Ancêtres ; et parce que donc c'est là également que les vrais amis du Progrès doivent savoir reconnaître leurs Ancêtres véritables.

Thermidor fut l'avènement des Nouveaux Riches, de l'"Aristocratie des Riches". Le 26 Juillet 1794, Robespierre dénonçait clairement cette preuve en trois points :

✳ "La mort n'est pas un sommeil éternel ; la mort est le commencement de l'immortalité". C'était défier le Libre-Penseur païen Fouché ;

✳ "La contre-révolution est dans l'administration des Finances ; elle a pour but de fomenter l'agiotage (la spéculation), de favoriser les riches créanciers, de ruiner et désespérer les pauvres, de multiplier les mécontents. Quels sont les administrateurs suprêmes de nos Finances ? Des Fripons connus". C'était défier le Parasite Cambon ;

✳ "On vous parle beaucoup de victoires (militaires) avec légèreté, ce qui ferait croire qu'elles n'ont coûté ni sang, ni travaux. Ce n'est pas par des exploits guerriers que nous subjuguerons l'Europe, mais par la sagesse de nos lois". C'était défier le Militariste Carnot. Effectivement, le 19/11/1792, la Convention avait proclamé que, dans sa guerre patriotique, la France apportait "fraternité et secours" aux peuples voisins.

Cambon, le maître des Finances, était pour l'annexion déguisée depuis le premier jour. Le 15/12/92, il criait déjà : "Si nous portons aux peuples la liberté, nous devons être dédommagés. Il faut faire payer la guerre aux pays affranchis par nos armes".

Telle était donc la bande dénoncée par Robespierre. Car tous étaient de déclarés païens, d'un paganisme qui cimentait la horde des banquiers véreux, des accapareurs, des munitionnaires et des conquistadores. Qu'on retienne bien le verbe de "gauche" de toute la clique, et la capacité d'adaptation de ces "crapauds du Marais" politique, sachant "se rendre nécessaires" par tous les régimes..., ou rentrer dans l'ombre en attendant leur heure.

En riposte aux Thermidoriens, il y eut deux rebellions successives, également impuissantes. La 1ère fut celle de "Prairial" (mai 1795), au nom de la République Démocratique, criant : "Du Pain et la Constitution de 93". C'était réclamer le "Maximum" de prix des denrées de première nécessité, imposé par la Terreur politique. Ceci perpétuait l'élan de 1789, mais il était trop tard ; ce fut un mouvement de masse sans chefs. La 2ème rébellion fut celle de la "Conspiration pour l'Égalité" de Babeuf (1796). Cela anticipait sur la République Sociale de 1835 ; il était trop tôt, et ce fut une action de chefs sans troupes, laissant le brillant programme de "Loi Agraire" : travaux et jouissances doivent être communs à tous, l'Égalité protégée par l'interdiction du luxe.

Voilà jusqu'où pouvait aller une République sans Républicains, celle de Thermidor. Mais dès 1799, la Révolution reprenait ses droits avec le 1er Consul. C'est bien pour cela que notre Gauche Barbare montre la même haine pour Robespierre et pour Bonaparte ! Haine confondue de Rousseau et de Babeuf.

• **Notre Gauche Barbare** – d'après 1845 – s'installa solidement au pouvoir. Pour cela, elle utilisa le spectre des "Partageux", de l'Expropriation par la Masse. La diabolisation des "Rouges", des Utopistes socialistes et communistes, fut sa chance. C'était tout bonnement l'Organisation du Travail de L. Blanc qu'il fallait écarter, signifiant le Droit au Travail. C'est à partir de cela que triompha le "Parti de l'Ordre".

✳ Effectivement, pendant quelques 50 ans, la Gauche se concentra sur la lutte Politique, sur la guerre à faire à la Démocratie au sens du Jacobinisme, la guerre contre l'instauration d'une véritable Loi du Nombre, déclarée "Violence" intolérable exercée par la Masse, équivalant à une Dictature de la "Canaille" sur les "bons citoyens". Ceci donna, en Juin 1848, les Républicains sans République de Cavaignac, préparant les Impérialistes sans Consulat de Louis Napoléon en 1852 (le Sabre sans le Code Civil).

C'est ainsi que pendant 1/2 siècle, ce que la Gauche barbare met au premier plan est l'Interventionnisme Politique, la République des Préfets, la Constitution des "Devoirs de l'Homme", ébauchée par Boissy d'Anglas en 1795.

✳ Dans la 2ème Phase, celle du Socialisme de Gouvernement à la Jaurès, l'heure est venue de mettre au premier plan l'Interventionnisme Économique, le régime des Devoirs des Travailleurs, celui des "Lois Sociales" contre le Socialisme. En 1890, le Despotisme politique est bien en main, le Parasitisme économique a mis à genoux la masse des paysans, le réseau des syndicats Jaunes est en place. On peut mettre à l'arrière-plan la référence perverse à la 1ère République, et mettre en avant celle de la 2ème République, conjuguer le travestissement des Lumières du 18ème siècle avec celui de l'Utopisme du 19ème. Voilà le secret de la comédie dégoûtante du Socialisme à la Jaurès.

• J'insiste fortement sur la solidarité étroite qu'il y a entre **la pensée et l'action** de la Gauche Barbare, entre ses maîtres à penser et les maîtres de l'Argent et des Armes.

N'oublions pas, à propos des Grandes Journées ouvrières de "conquêtes sociales", ce qui se trame du côté de l'Armée, derrière l'Argent. La Gauche nous inonde toujours de récits de la "liesse Populaire", des "obstructions de la Droite", et ainsi de suite. Mais ces messieurs se font des plus discrets en ce qui concerne les conciliabules "qui ne laissent pas de trace" avec le Haut État-Major. De même, on nous sert un roman d'Avocats qui "négocient" à la Chambre et au Palais, mais pas un mot concernant la stratégie parallèle qu'on réserve à la Colonie…

Je me limiterai ici à donner un schéma comparant les trios de la Gauche barbare en 1795 et en 1849, la première inconséquente et passagère, et la seconde intégrale et durable.

Gauche		
	1795	**1849**
Philosophie : Démagogie Libre-Penseuse	**Fouché**	**Proudhon**
Économie : Tripotages de Chevaliers d'Industrie	**Cambon**	**Goudchaux**
Politique : Fier-à-bras de la Soldatesque	**Carnot**	**Cavaignac**

Je signale que Cavaignac, “fils de Conventionnel”, “se distingua en Afrique, fut gouverneur de l’Algérie”… et procéda à la saignée de Juin 48 à Paris. Et que son compère, le banquier juif Goudchaux “aux idées très avancées” lui fut “fidèle” (!) jusqu’au bout (qui connaît le Patron de la Caisse des Dépôts, Bloch-Lainé, fanatique de l’Union de la Gauche en 1981 ?…).

Quant aux Idées élevées et généreuses de ces messieurs, on peut suivre à la trace l’“Antithéisme” de Proudhon, à la formule bruyante bien connue : “Dieu, c’est le Mal”. Le 18 février 1892, à la tribune de la Chambre des Députés, Georges Clemenceau profère le même genre d’insanité : “La lutte entre les droits de l’homme et les droits de Dieu est engagée. Il faut qu’elle se poursuive ; l’avenir dira le vainqueur”. Et le Grand Écrivain, transi d’amour pour les Travailleurs, martyr de la Paix, fondateur de l’*Humanité* (Jaurès) : l’Être Suprême de Robespierre, c’est “la vieille chanson qui berçait la misère humaine”. Robespierre, le 26 Juillet 1794, déclare la guerre à “la horde des fripons”, Fouché-Cambon-Carnot, à la Gauche barbare qu’il stigmatise en disant sans détour : “Quant à moi, je suis fait pour combattre le crime, et non pour le gouverner”. Le lendemain, 9 Thermidor, notre saint, Maximilien, était mort, terrassé par la “horde”. Le malheureux Robespierre ne commit qu’une faute : ce fut de faire trop d’honneur à cette bande de Libres-Penseurs païens en la traitant d’Athées spiritualistes…

• Le tableau “Eux et Nous” fait apparaître qu’**après 1935** la Gauche barbare ne semble plus rencontrer d’obstacle devant elle. Elle a brisé l’obstacle “Collectiviste” du Parti Ouvrier Français (P.O.F.) de 1879, mais est survenu le “péril” Bolcheviste du P.C.F. (la S.F.I.C. de 1920). Après 1935, il semble que c’est la déroute complète de tout Républicanisme et Socialisme au sens populaire, c’est-à-dire au sens d’une Avant-Garde “ni-droite-ni-gauche”. Ce phénomène du champ libre laissé à la Gauche Barbare après 1935 frappe tout l’occident. Après 1935, on ne trouve plus que les gémissements littéraires de l’Extrême-Gauche, ces palefreniers Sectaires de la Gauche des Politiciens, préparant le terrain pour que cette dernière se “refasse une santé”. L’Extrême-Gauche larmoie donc sur les Grands Moments depuis 1935, où “Tout était possible”, les “Occasions manquées” : Le Front Populaire, la Résistance, Mai 68. Occasions pas manquées pour tout le monde ! Sur les décombres de 1968, il y a aussitôt le grand élan qui mène à l’Union de la Gauche, à l’“On a gagné” de 1981. En 1972 sort l’inénarrable “Quand nous étions ministres” de François Billoux, préfacé par G. Marchais. Le cacique du P.C.F. y nostalgise sur le “Gouvernement Provisoire” de septembre 1944, et brode sur “l’énorme bilan” des ministres du P.C.F. de l’époque. Il oublie dans ce bilan, le massacre de Sétif du 8 mai 1945… et quelques autres détails.

• Une chose est remarquable, dans le cycle de 150 ans de domination de la Barbarie Intégrale, avec son aile marchante de Gauche : tout commence en **Février 1848**, et tout finit en **Mai 1968**. Que signifie cela ?

À 120 ans de distance, Mai 68 paraît avant tout comme une pure réédition de Février 48 : un mouvement Utopiste Spontané, privé de toute réelle Avant-Garde (Spontané ne veut pas dire “sauvage”, sans chefs, programme et organisation mais simplement animé par des éléments Civilisés-Spiritualistes).

Mai 68 ne fut pas un simple “retour à la case de départ”. Il signifie seulement qu’en 150 ans de Dressage du Salariat et de la Masse nationale, la Barbarie Dominante, avec sa Gauche politicienne et son Syndicat Jaune, n’ont pu effacer, bien au contraire, la disposition populaire spontanée en faveur de La République Sociale utopiste.

Cette disposition n’a fait même que s’exacerber avec l’omnipotence actuelle de l’État-Patron et l’envergure européenne prise par la Masse nationale, avec l’étouffoir Totalitaire du tandem Technocratie-Bureaucratie.

Messieurs les Barbares Dominants ! La Masse de la population d’Occident n’ira pas dans la tombe avec vous ! 150 ans de votre règne nous laissent électrisés par le Républicanisme et le Socialisme spontanés-utopistes.

•••

Les Quarantuitards furent écrasés parce qu’ils n’avaient pas encore l’**avant-garde** de l’Ancien Marxisme. Les Soixantuitards furent dispersés en manifestant simultanément l’exigence du Nouveau Marxisme. Cette exigence, personne ne pouvait y penser après 1935, mais nous fûmes dans l’obligation d’y penser après Mai 68.

Avec l’Ancien Marxisme, celui du Socialisme de 1880 et du Communisme de 1920, nous avons poursuivi, et encore plus fort parce que dans le sens “matérialiste”, la Résistance à la barbarie intégrale dominante des Quarantuitards (1848) et des Communards (1871). Mais nous n’avions pas la moindre idée de ce qu’était la Barbarie Intégrale ; nous pensions combattre le “capitalisme”, et participer à la dernière manche de la Civilisation Révolutionnaire, pousser jusqu’à sa dernière conséquence la Révolution Française. L’ennemi Barbare, lui aussi ne combattait dans le “Marxisme” que quelque chose comme la République Utopiste obstinée, un parti entêté dans la Démocratie de Robespierre et Bonaparte, et dans l’Égalitarisme de Babeuf et Godwin.

Avec le Nouveau Marxisme Réaliste en théorie et Église en pratique, la véritable grande empoignade va commencer…

•••

> “Tant que les moutons se feront représenter par les loups, ils continueront à être mangés.
> Et ce sera justice !”
>
> **Jules Guesde**, le 25 août 1881,
> devant 500 femmes.

Acquis Sociaux ?

"La Théorie de la Rançon"

Joseph Chamberlain, Maire "social" de Birmingham en 1873 ;
"Radical-Impérialiste" en 1899.

La "Gauche" est **le plus grand ennemi** de la Masse de la population, des Salariés pour commencer, depuis 150 ans de Barbarie Intégrale dominante. Ce n'est pas qu'il ait manqué de véritable avant-garde populaire pour s'en rendre compte et pour le crier, depuis l'écrasement des Chartistes anglais en 1840 et des Rouges français en 1848 ! Mais tout se passe aujourd'hui comme si on en avait perdu définitivement le souvenir. C'est qu'il faut maintenant le proclamer d'une manière toute nouvelle et beaucoup plus forte.

Ce dont il faut partir primordialement, c'est du fait qu'en Occident (dans la petite région du monde dite "développée" et "riche"), la question qui importe n'est pas du tout celle des Partis, mais bel et bien celle des Syndicats, dont les partis ne sont que le reflet secondaire. De cela, les Anglais et les Américains – chez qui le Marxisme n'a pas pu "prendre" dans le passé – en furent constamment conscients, contrairement aux Français et aux Allemands. D'ailleurs, le Parti Travailliste anglais ne cacha jamais qu'il était une "superstructure" du Congrès des Syndicats (T.U.C.).

•••

Pourquoi ce rôle fondamental du Syndicat en Occident ? Parce que dans cette région dominante du Monde, la question de l'Entreprise est la question-clé, à l'inverse de ce qui se passe dans le Tiers-Monde dominé (Sud), où c'est la question du Gouvernement. Plus largement, à l'Ouest la question Civile est déterminante, tandis qu'au Sud c'est la question Politique. La question civile porte sur le rapport **Entreprise-Ménages** ; la question politique porte sur le rapport **Gouvernement-Nation**. Il est clair que l'Ouest et le Sud sont les deux pôles d'un seul et même Système Mondial barbare, et que les problèmes inverses qui s'y montrent au premier plan se complètent, à la manière dont sont indissolublement liés les problèmes du Propriétaire et du Citoyen et, pour la Masse, les enjeux du Syndicalisme et du Patriotisme. Un simple survol des 150 dernières années écoulées – disons depuis 1845 – fait apparaître clairement les deux faces de la Barbarie Intégrale dominante.

- À l'Ouest, gangrène du **Marché**, malédiction de l'**Argent** qui unit Entreprise et Ménages, système de pur Parasitisme économique dont la véritable expression est le **Travail Forcé** des Salariés. C'est que les Salariés n'ont droit, en matière de Liberté, qu'à des **Syndicats Jaunes**.

- Au Sud, gangrène du **Droit des Gens** – rebaptisé Droit International –, malédiction des **Armées**, système de pur Militarisme politique, dont la véritable expression est le

Génocide Colonial. C'est que les Indigènes n'ont droit, en matière d'Égalité, qu'à des **Partis fantoches**.

La polarité ainsi posée de l'Ouest et du Sud résume toute la question du Monde depuis 150 ans, puisque quand des Blocs de type Démocrate-Fasciste en viennent à s'affronter à l'Ouest, c'est d'une part pour saigner leur propre Masse Salariée devenue incontrôlable, et d'autre part pour s'emparer des précieuses richesses naturelles du Tiers-Monde : pétrole, métaux stratégiques, etc.

•••

Depuis 150 ans, une seule question travaille l'Occident : c'est la nécessité de "retourner" le Marché, de revoir tout le problème Civil, de faire primer les Ménages sur l'Entreprise. En 1840, la "Charte du Peuple" affrontait le problème, et ce mouvement anglais fut effectivement Républicain-Syndicaliste, réclamant la démocratie pure, comme "instrument permettant d'atteindre le but d'élever le bien-être et l'instruction" de la Masse (Lovett). En Février 1848 à Paris, le mot d'ordre associé au Drapeau Rouge fut directement le "Droit au Travail" à mettre en tête de la Constitution.

La domination politique de la Masse est la simple conséquence de l'application honnête de la Loi du Nombre, du libre Suffrage Universel masculin. La Masse réellement Souveraine ne peut évidemment qu'aménager un Droit au travail effectif, tant par la maîtrise du Budget de l'État que par l'encouragement du "retournement" du Marché dans le sens d'une Coopérative générale, c'est-à-dire dans le sens du Travail Associé.

Cette prétention des Chartistes et des Quarantuitards ne faisait que tirer les conséquences de l'épanouissement complet de l'ordre civilisé antérieur. Comment y fut-il répondu ? Dans les deux cas, ce fut simplement par l'État de Siège. L'ancienne minorité dominante, essentiellement libéral-révolutionnaire, était arrivée au bout de son latin ; elle se scinda de telle sorte qu'une Caste cristallisa la Féodalité financière, agglomérant autour d'elle toutes les Réactions d'un autre âge, seigneurs terriens, esclavagistes coloniaux, adjudants des grands Corps de l'État, aventuriers en tous genres et pègre de bas étage. Tel fut le grand Parti de l'Ordre, bien décidé à nous placer dans le régime de la Barbarie Intégrale, ayant pour base le **Capitalisme Parasitaire** et le **Parlementarisme Policier**. Alors, en lieu et place du Droit au Travail, nous fûmes gratifiés du Devoir du Travail, avec une innovation juridique à la clef : le Code du Travail en développement…

La pauvre Masse d'Occident avait naïvement pensé que son vœu d'aller vers le Travail Associé était légitime, louable, et méritait d'être applaudi ! Et voilà qu'on la traînait dans le tunnel du Travail Forcé, en la traitant ouvertement désormais comme l'"ennemi de l'intérieur". Nous en sommes toujours là, et plus que jamais…

Pour aller vers le Travail Associé, il fallait pour commencer permettre et favoriser la Libre Association au sens large. C'est ce qu'on pensait pouvoir attendre de la dernière grande vague civilisée, celle des Temps Modernes, initiée par Luther et mûrie par les Révolutions anglaise de 1689 et Française de 1789, qui avaient exalté la Liberté d'entreprendre à l'extrême. La Libre Association, c'était la liberté de s'assembler ; de développer civilement et gratuitement l'Instruction générale ; la liberté de la Presse ; l'universalisation du droit de Suffrage ; l'Impôt unique et progressif sur le Capital, nouveau moteur de la richesse ; l'institution du Jury au civil ; la Garde Nationale ouverte à tous et

présageant l'extinction de toute "armée permanente". Enfin, c'était la Coopération économique mise sur les rails.

Rien de tout cela n'était admissible pour le Parti de l'Ordre, quitte à ruiner tout l'héritage de l'histoire humaine, y compris celui de l'humanité Primitive ; quitte à ce que le règne de la Barbarie Intégrale dominante pousse l'humanité même dans la tombe. Après nous le Déluge !

L'offensive barbare commença dès après la révolution de 1830 (les Trois Glorieuses françaises). L'attaque porta à la racine même du droit d'Association, contre le droit de Réunion. Ce fut, à Paris, les sinistres "Lois de Septembre" 1835 du ministre de l'Intérieur Thiers, le Foutriquet Républicain, futur massacreur de la Commune. La loi pourchassait toute association de plus de 20 personnes et les vendeurs de journaux à la criée ; elle abolissait le Jury pour les "délits de presse" et les "délits politiques" (la mise en cause de la "forme du gouvernement établi" entre maintenant dans cette catégorie). Bien sûr, on ne considéra pas que le Clergé et la Maçonnerie des païens formaient des associations de plus de 20 personnes ! En Angleterre, l'année précédente, en 1834, on envoyait en déportation des syndiqués agricoles, et on instituait l'abominable "Loi des Pauvres"... Le grand train du Progrès barbare d'Occident était lancé. Il nous mènera à la situation présente : en politique le "Présidentialisme" de barbouzes ; en économie la Technocratie mafieuse.

•••

Depuis 150 ans, ce que nous avons vu s'organiser, bien enveloppé dans le tintamarre des "Acquis Sociaux", c'est un système complet de faux Syndicat, de syndicat préfectoralisé, de syndicat de "collaboration de classe", de syndicat "Jaune". C'est à une véritable Administration syndicale que nous avons affaire, à un corps de Fonctionnaires civils de l'État Policier, sévissant dans le sillage du Capitalisme parasitaire, voué au perfectionnement horrible de la Barbarie Intégrale dominante. Par ce système adroitement verrouillé, c'est toute la tradition libérale Moderne, tout l'héritage civilisé, qui se trouvent travestis intellectuellement et ruinés pratiquement. À cela s'est substituée l'orchestration impitoyable du Servilisme de Masse.

Le chancre de la **Bureaucratie syndicale** qui se développe sur le corps social, est l'exact pendant de la **Technocratie patronale**, à l'image des Pompiers encasernés (1845) qui "accompagnent" la Police militarisée lors des émeutes (il faut savoir qu'actuellement, les Sapeurs-Pompiers forment un corps de la Direction de la Sécurité Civile – D.S.C. –, rattaché au Ministère de l'Intérieur). Entre Bureaucratie et Technocratie, il y a évidemment d'inévitables "scènes de ménages" ; il n'est pas prévu que les renards et les loups s'"aiment" entre eux ! Mais ne soyons pas aveugles : il y a "division du travail" au sein de la Caste Barbare, et les deux organes complices communient dans la haine de la Masse populaire...

Bien sûr, notre langage paraîtra "exagéré" au possible, on le dénoncera même comme "suspect". Croit-on que nous ignorons qu'il y a quantité de dupes de la "démocratie", de l'"amour des travailleurs" de la part de la "Gauche" ? Il y a derrière cela l'"oubli" de toute tradition vraiment populaire en Occident depuis 65 ans. Et il y a aussi le fait permanent que la vérité fait souffrir bon nombre de gens dont les idées sont contraires à leur propre intérêt. Mais il y a toujours une équipe qui se lève pour affronter tout cela !

Ce ne fut pas de tout repos, pour l'Oligarchie dominante, depuis 1845, de parvenir jusqu'à la situation officielle actuelle de DRESSAGE total des Salariés et de la Masse populaire, sous la dictature conjointe Technocratie-Bureaucratie, loin de là ! Et c'est précisément parce que la Barbarie Intégrale semble à présent avoir gagné la "Lutte Finale" anti-Peuple, qu'elle mène depuis 150 ans en occident, qu'il y a maintenant de sérieux "lendemains qui déchantent" qui l'attendent... si nous remplissons bien notre tâche, en ne nous contentant pas d'avoir tiré les leçons du passé, en n'en restant pas à une pure satisfaction intellectuelle.

Soyons sérieux. Est-ce qu'autrefois, les authentiques Syndicalistes n'étaient pas systématiquement sur la "liste rouge" des employeurs et de l'administration ? Rien de plus normal puisqu'ils se voulaient au service des Salariés, de la Masse Métropolitaine et d'outre-mer du même coup ! Est-ce qu'aujourd'hui, les seuls syndicalistes autorisés, "représentatifs et responsables" comme ils se disent, ce qui veut dire Jaunes à 100 %, ne sont pas des salariés "protégés", des "porte serviette" comme Benoît Frachon nommait les Esclaves Affranchis peuplant les Comités d'Entreprise et autres comités d'Hygiène-Sécurité ? À présent, en vérité, la misère des Salariés et de la Masse même quand elle n'est "que" misère en termes d'Humiliation et d'Insécurité, cette Misère réellement réelle et absolue parce que celle des enfants de la Civilisation qu'on ne peut totalement effacer (qu'on ne nous mette pas dans les dents la "misère" du Tiers-Monde ou celle du Quart-Monde ! ces gens n'existent PAS pour la Barbarie Dominante !), cette misère donc, se trouve désormais "au service" de la Bureaucratie Syndicale, tout se trouvant à l'envers ! Cette clique a besoin de la misère Salariale et de la Masse pour justifier son existence comme organe de la Barbarie Intégrale.

Ce n'est plus au Salariat que nous avons à nous opposer, mais à sa forme putréfiée, barbare, la première chose absolument interdite aux salariés étant le droit de s'associer réellement, comme des gens adultes et responsables, et n'ayant même plus de marchandise-force de travail à négocier, puisque ne pouvant gérer son marché. À l'ancien Salaire dont on craignait qu'il monte "trop haut", s'est substitué le système S.M.I.C., le minimum "biologique" que les maîtres mêmes du système craignent de voir tomber "trop bas". Toutes les "négociations" entre "partenaires sociaux" (Technocratie-Bureaucratie) tournent autour de la "grande" question (!) : comment faire pour "relever le SMIG" – le rationnement du bétail salarié inventé dans la Grande Boucherie de 14-18 en même temps que la "réquisition" des "ressources humaines" par la soldatesque épaulée par Albert Thomas et Cie – ; comment "relever le S.M.I.C.", "sans" que cela bouscule la "hiérarchie des rémunérations", c'est-à-dire les "salaires" de la nouvelle classe moyenne en cravate ! Bref, on fait grève, en nos temps de "démocratie avancée", pour le Syndicat, au lieu que le syndicat soit pour la grève ! Et derrière la grève pour le syndicat, il y a le syndicat préparant les Élections, les Élections du Parti ! Car, comme on sait, le syndicat est "apolitique" ! À chacun sa fonction ! Quelle raison aurait-on, sans cela, d'arrêter toute grève justifiée (les autres peuvent durer sans danger !) ? Calmez-vous, on va voter... Au total, il est prévu que s'il se présente, malgré toutes les précautions prises, deux ou trois vrais syndicalistes, on a tôt fait, de les mettre sur la "liste noire" de la Bureaucratie Jaune, qui fait appel illico au "bras séculier" des argousins de la Technocratie.

•••

Si on veut se faire une idée correcte de la nature de la Bureaucratie Jaune, l'exemple français n'est pas le meilleur, du fait que nous nous trouvons au pays du "fusilier Chauvin". Je sais bien que les anglo-saxons ont leur Jingo, mais ce dernier reste un pâle reflet de notre célèbre va-t-en-guerre national. Tout le monde n'a pas eu Louis XIV et Napoléon..., et surtout Badinguet (Napoléon III) et Le-Grand-Charles. Je veux dire que notre Bureaucratie Jaune fut trop mêlée à l'esprit revanchard anti-Prussien (1870) et à la rancœur Coloniale (déculottée de Diên Biên-Phu de 1954). C'est ce qui fait que notre Syndicat Jaune ne fut que le plagiat de la Bureaucratie Lassallo-Bismarckienne !

Le "bon" exemple pour aborder la question de la Bureaucratie Syndicale, c'est l'exemple anglo-saxon :

• Après 1840, en Angleterre, on nous chante l'apparition du Syndicat "Nouveau Modèle". Et pour cause : les Chartistes sont rayés de la carte pour toujours ! C'est quoi, le machin "nouveau modèle" ? C'est le Syndicat pour ouvriers "qualifiés" (Skilled Labour). Le Syndicat fermé, celui de la "noblesse" ouvrière. Car l'heure est venue, après avoir lancé les "paysans" contre les ouvriers, de lancer les Qualifiés avec leurs Contremaîtres et autres Cadres, contre la Masse Salariée, qu'on promet de "diplômer" un jour.

• Après 1870, la Grande Nation de Victoria possède son inoubliable T.U.C. (trade-union Congress, état-major jaune). Désormais, le Dressage salarial est bien ficelé. Le Radical-Impérialiste Joseph Chamberlain est le Maire "social" de Birmingham. C'est lui qui vend la mèche, comme seuls se le permettent les Sujets de sa Majesté. Cecil Rhodes dira : "Si vous voulez éviter la guerre civile en Angleterre, il vous faut devenir Impérialiste". Chamberlain n'y va pas de main morte non plus ; il dit que le Syndicat Jaune est justifié par la "Théorie de la Rançon" (Ransom theory) : si on veut avoir un salariat docile, on ne peut se passer de Bureaucratie Syndicale ; dans les grandes entreprises, celles qui comptent, cela va sans dire ; et que les autres crèvent s'il le faut, car qui veut la fin veut les moyens, diantre !

• Après 1900, le fameux T.U.C. étant bien assis, on peut lancer le Labour Party (Parti du Travail). À ce moment, on nous dit que le "libéral" Lloyd George "perfectionne de façon spectaculaire" la Théorie de la Rançon. Nom d'un chien ! C'est qu'on va à la Grande Guerre ; faut une "démocratie" soudée. Le grand-prêtre du Parti du Travail est Ramsay McDonald, grand Socialiste qui n'oublie pas l'"exception anglaise" : pas question de "lutte des classes" et de Marxisme chez nous ; la société est un "organisme", un corps biologique, en lequel les classes se complètent, ne peuvent survivre l'une sans l'autre...

En voilà, du vrai Syndicalisme, du syndicalisme "intelligent", "réaliste", préservé de l'Utopisme qui verse immanquablement dans la "haine des classes"...

•••

On me dira : oui, mais les anglo-saxons n'ont pas de protection sociale ! Bah Bah ! Ferme ton bec, vieux coq gaulois aux ergots de prothèse ! C'est toi le plus lamentable en matière de Syndicat Jaune. Tu snobes l'Amerloque-qu'a-pas-de-droits, tu m'agites l'épouvantail du Yankee vivant dans le "capitalisme sauvage", et tu t'offusques de la "Communauté de Travail" du "boche" discipliné par les "Jünckers Prussiens". Au total, tu ne sais pas ce que tu veux, tu patauges dans l'entre-deux, avec tes "acquis sociaux" mi-Blum-mi-Pétain-mi-De Gaulle ! Tu veux des "personnels à Statut", mais avec des Auxiliaires ; tu veux des Embauchés, mais avec des Intérimaires ; tu veux la "Corporation

Professionnelle" de Benito (le Duce !), mais avec la "politique contractuelle" d'Édouard Herriot...

Les acquis sociaux ? Les anglo-saxons en ont des masses, dans le sens que vous donnez à l'expression, messieurs les thoréziens ! Vous devez connaître monsieur William Z. Foster, grand pourfendeur de "l'opportunisme de Browder", dénoncé pour sa "déviation social-démocrate de collaboration de classe". Foster, le pur et dur "stalinien", refonde le Parti Américain en juillet 1945. Il disait en 1937, ce "syndicaliste de combat" : "la conquête de la Boîte Protégée (closed shop), du système selon lequel on n'a le droit d'embaucher que des syndicalistes, c'est la forme parfaite de la reconnaissance du syndicat, et c'est le modèle de revendication que doivent avoir en vue les syndicats ouvriers". N'est-ce pas grandiose, comme idéal syndical, jaune et "fonceur" à la fois ? La C.G.T. en a encore à apprendre, messieurs-dames...

•••

En Occident (au Nord), la question Syndicale est la question-clef. Comme coupe-feu de la République Rouge, les C.R.S. et les Paras ne sont rien, à côté du Syndicat Jaune !

En Occident, le mouvement Spontané, le mouvement de Masse, salarié et populaire, n'a ressenti d'influence Marxiste d'envergure que depuis la création des Partis marxistes, après la Commune de Paris (1871) et avec "l'amnistie" des Communards (1880). En France, cela donna successivement deux partis : le Parti Ouvrier (1879), puis le Parti Communiste (1920). Mais le parti n'est rien par lui-même ; il n'existe réellement et ne se juge que s'il réussit à faire en sorte qu'en Occident un vrai Syndicat des Salariés naisse et s'enracine. Or, le Parti Ouvrier ne parvint qu'à impulser et animer la Fédération Nationale des Syndicats, qui ne vécut que 15 ans (1880-1895). Le Parti Communiste ne parvint à impulser et animer que la C.G.T."Unitaire" (C.G.T.U.), qui ne vécut que 15 ans également (1920-1935).

Ces deux initiatives, ces expériences les plus précieuses, nous sont systématiquement cachées, et elles sont salement discréditées quand des "spécialistes" sont obligés de les signaler en courant. Dès le départ, vu leur caractère essentiel et décisif, ces initiatives furent la cible de l'ensemble du système Barbare en place. L'Oligarchie au pouvoir n'hésita pas à mobiliser contre elles, non seulement sa police et ses tribunaux, mais de plus les "extrémistes" fascistes et anarchistes. Et ils arrivèrent à bout du mouvement ! Socialistes et Communistes en vinrent à se crisper sur un dogmatisme qui enterra l'affaire. N'oublions pas, cependant, cette flamme du Syndicat Rouge qui fut l'honneur de l'Occident sous inspiration marxiste.

Nous comprenons aussi que si, après 1895 et après 1935, un "parti" socialiste et un "parti" communiste ont poursuivi leur existence, sous la coupe des Jaurès et Thorez, ce ne pouvait plus être que poudre aux yeux électoraliste et parlementarisme, et qu'on ne pouvait plus rien en attendre. De cela, personne n'en avait la moindre idée en 1968, croyant pouvoir "réveiller" et par la seule force de la propagande, en priorité des quantités d'"anciens communistes", du Front Populaire, de la Résistance et de la Libération... Mais les "vieux" nous laissèrent choir, les moins hargneux se demandant encore ce que pouvait signifier le "Mouvement de Mai", quand tout était déjà fini...

Si nous avions su qu'il fallait pratiquement tout reprendre "à zéro", c'est tout autrement que nous nous y serions pris... Maintenant, nous savons. Au travail !

Parasites et Jaunes

• La Caste dominante de la Barbarie Intégrale sème le désespoir et le malheur depuis 150 ans. Cette Caste Noire comprend deux clans qui sont comme ses deux jambes couvertes d'ulcères : la Technocratie politique et la Bureaucratie syndicale. La Technocratie Parasitaire et Despotique, militaro-financière, et la Bureaucratie des Syndicats Jaunes, cette meute de laquais et jésuites du "partenariat" privé et du fonctionnariat public, forment ensemble l'Union Sacrée de la Barbarie Intégrale régnante, le front unique anti-Peuple.

• Depuis 65 ans, depuis que le Parti Communiste de Pierre Sémard, et André Ferrat – 1924/1934 – fut effacé par le Thorézisme, il n'y a plus rien pour défier la Barbarie Intégrale dominante dans une perspective d'avant-garde, une perspective Ni-Droite-Ni-Gauche mais En-Avant. Nous n'avons eu depuis lors que des réactions totalement "spontanées", dont la plus brillante fut Mai 68.

Il nous faut impérativement retrouver une direction Ni-Droite-Ni-Gauche. Elle doit enregistrer que les pharisiens de Gauche sont les ennemis les plus redoutables de la Masse de la population. Elle doit enregistrer que la base essentielle de cette Gauche barbare est le Syndicat Jaune.

Il nous faut impérativement une direction populaire qui soit En-Avant, et bien évidemment pas En-Arrière ! Car il ne faut pas perdre de vue que derrière les barbares se voulant Modérés de Droite et de Gauche, inspirés par Comte et Proudhon, il y a des barbares Extrémistes qui prennent la livrée trompeuse Ni-Droite-Ni-Gauche ! Tels sont les "Césariens" inspirés par Carlyle, et les Anarchistes, inspirés par Stirner.

•••

Passons en revue quelques moments saillants de la malfaisance de Gauche depuis son origine :

1- 1841 : Ledru-Rollin

Ce père de toute la Gauche Barbare ne se met pas en peine de discours emberlificotés, comme c'est de mise de nos jours ; il déclare carrément : "Je hais le communisme" !

Il s'agissait alors tout simplement de briser toute velléité de mise en application du plan cependant très sage d'Organisation du Travail de Louis Blanc. Aux yeux du sieur Ledru, L. Blanc était en outre marqué d'une tache inexpiable : il était Déiste. Et derrière L. Blanc, il y avait le Socialisme Utopique rayonnant dans la Masse, de Blanqui et Pierre Leroux.

2- 1881 : Clemenceau

L'"Intransigeant" Clemenceau, cette colonne de la Gauche Barbare, député de Montmartre, directeur du journal "*La Justice*", mène l'assaut contre "les couvents et les casernes collectivistes". La doctrine du Parti Ouvrier Français (P.O.F.) de Jules Guesde, le 1er parti marxiste en France, était connue alors sous le nom de Collectivisme.

Aux élections législatives d'août 1881, le candidat Guesde dit :

Il faut "rompre avec la bourgeoisie de toutes couleurs", se présenter contre les "candidatures de diversion" de la Gauche barbare. Il faut "se constituer en parti ouvrier distinct" et présenter des "candidatures de classe".

3- 1924 : Léon Blum

Blum, l'homme de la croisade anti-bolchevique, le futur dévot de Roosevelt, livre "bataille" en mai 1924, à la tête du Cartel des Gauches, contre le Bloc National de droite usé, en vue de "l'alternance" que nous connaissons bien.

Mais le P.C.F. de Pierre Sémard se dresse pour éventer le traquenard politicien ! Le P.C.F. dénonce le Bloc et le Cartel comme "complices, tous deux instruments du Capital" ; et il présente sa propre liste, celle du "Bloc Ouvrier et Paysan" qui envoie promener "la blague des Nationalisations".

4- 1981 : Séguy/Marchais

Les deux Georges sont les maîtres d'œuvre de la honteuse Union de la Gauche de 1981. Séguy, chef de la C.G.T., avait été l'homme du complot de Grenelle contre les grévistes de 68, de mèche avec Pompidou. Laissons le pitre Marchais de côté, de même que le pervers Mitterrand.

J'insiste sur la triste expérience de 1981 : parce que c'est la plus récente expérience des dégâts opérés par les malfaiteurs de Gauche ; et parce que cette fois la Gauche eut les coudées franches sur toute la ligne, sans que rien ne se présente, du côté populaire, pour lui damer le pion.

L'opération Union de la Gauche de 1981 donna lieu à une démagogie telle qu'il est difficile d'imaginer pire ; à part le chauffage à blanc actuel de l'opinion, dans le dérivatif guerrier "anti-américain" au nom du sapeur Camembert !

1981 se situe à mi-chemin, après la 1ère crise d'après-guerre de 1974 et avant la 1ère crise d'avant-guerre de 1987.

En 1981, grâce aux Enarques de la Caisse des Dépôts et la Fédération des Finances de la C.G.T., outre des postes éminents d'Administrateurs des sociétés nationalisées et des planques dans les Sections syndicales d'entreprise pour ce petit monde, on promettait à la Masse de "changer la vie" ! Le grand modèle était le "socialisme à visage humain" de Suède, de Yougoslavie et d'Israël (les kibboutz si chers aux anarchistes).

Il n'y eut que l'orgie financière des fameuses Nationalisations qui devaient mettre entre les mains du peuple "les leviers de commande" de l'économie. Et ceci n'était qu'un avant-goût de l'orgie financière en sens inverse : Celle des Privatisations de 1987, non moins "démocratiques" que les Nationalisations de 1982.

C'est bien connu, "les français ont la mémoire courte" !

• En 1981, le chef des Patrons (Ceyrac du C.N.P.F.) hurlait contre la Gauche, au nom de la Liberté, de la Propriété inscrite dans les Droits de l'Homme, au nom de l'Efficacité économique. La Gauche allait entraîner la France éternelle dans la mort de "l'esprit d'entreprise", dans "l'engrenage qui conduit au totalitarisme".

Le syndicat Force Ouvrière (Bergeron), à la représentativité incontestable du personnel des gardiens de prison, très à cheval sur "l'indépendance" du syndicalisme vis-à-vis de l'État, reprit l'hymne de la "dérive collectiviste", cria au risque de "tribunaux populaires" dans les entreprises...

• En 1981, le patron du Syndicalisme aboyait contre la Droite, au nom de la Justice, levant l'étendard de "l'ardente obligation du Plan" du Grand Général, déclarant que la Gauche nous entraînait vers "l'Autogestion sociale générale". Le "très influent socialiste" Fabius, talonné par Chevènement-au-bras-long, annonçait sans sourciller que les Nationalisations métamorphosaient tous les français, faisant "54 millions d'actionnaires"... puisque l'État-c'est-nous ! Oui, mes jeunes camarades, ces gaillards ont de la bouteille ! Souvenez-vous-en !

On se demande comment au pays de Marat, il n'y eut personne pour clouer le bec à la fois à ces deux cliques monstrueuses du Fric et du Flic... Jusqu'où ira-t-on, si on peut se rire impunément à ce point de la dignité populaire ?

JAUNES et ROUGES

Il est bien connu, à Gauche en particulier, qu'un des grands "Acquis Sociaux" fut la "Conquête du Droit Syndical", sous la glorieuse 3ème République, en 1884. Cela mérite qu'on y regarde de plus près, mes amis !

Ce dont il s'agit est la Loi du 21 mars 1884, promulguée par Waldeck-Rousseau, Ministre de l'Intérieur de Jules Ferry. Cette équipe nous a donc fait cadeau de la Liberté Syndicale.

Que dit la Loi ?

I. Des ouvriers "exerçant la même profession" ont le droit de former des Syndicats ayant "pour objectif exclusif leurs intérêts économiques" ;

II. "Les Statuts et Noms des administrateurs desdits syndicats devront être déposés à la Préfecture de Police ; communication des statuts devra être faite au Procureur de la République";

III. Les Articles 414 et 415 du Code Pénal sont maintenus. À juste titre dira Mermeix (1907), puisque "la grève est un état anormal, un état de guerre".

•••

Nos grands experts en conquêtes ouvrières ajoutent à cela des précisions et commentaires savants :

• Ainsi, G. Lefranc écrit : le Ministre de l'Intérieur, invita alors par circulaire les Préfets à aider la mise en œuvre de la sainte Loi : "Les syndicats ont toutes les sympathies de l'administration", "ne donnez pas à croire que vous prenez parti" entre patrons et ouvriers.

• "Les employeurs refusent de voir dans les représentants des syndicats des délégués de leurs ouvriers. Aux yeux du patron, les fluctuations de l'économie exigent une modification incessante du prix de revient ; c'est accepter une intolérable limitation de son autorité que d'admettre un syndicat". "On ne reconnaît pas le syndicat : parfois on pourchasse les ouvriers qui tentent de le constituer".

• Le Parlement de la République fait bientôt pleuvoir force "lois scélérates" anti-salariés ; et les assauts sanglants de l'armée "républicaine" écrasent les grévistes. En 1893, "33 syndicats qui ont refusé de se mettre en règle à la Préfecture de Police sont dissous" par le Gouvernement républicain.

• "La Préfecture de police ne dédaigne pas de subventionner la propagande Anarchiste, afin de susciter une concurrence aux Collectivistes (marxistes)".

•••

Quelles sont les vraies leçons à tirer de cette histoire de la "conquête" de la Liberté Syndicale ? Attention ! il y a des vérités difficiles à regarder en face…

• On ne peut nier, et fort heureusement, que tout au long des 150 années écoulées de Barbarie Intégrale dominante, il y eut des luttes sévères et héroïques de la part du Salariat

et de la Masse nationale, contre le Parasitisme capitaliste et son Despotisme politique. On ne peut nier non plus que la même époque fut celle d'une cascade de "lois sociales" qui meublent notre actuel Code du Travail. Mais la vraie question est la suivante : quel est le lien réel qu'on est en droit d'établir entre les deux séries de phénomènes ? La version autorisée est que les Luttes ont imposé les Lois "protectrices du Travail" ; que ces dernières constituent des "conquêtes" réelles, offensives, faisant reculer progressivement le Grand Capital et avancer les Masses Laborieuses. On ajoute à cette thèse : primo, qu'il faut rester vigilants, protéger nos acquis contre les remises en cause incessantes de "la droite et la réaction" ; secundo, que ces acquis sont "encore insuffisants", qu'il reste beaucoup à faire pour compléter le Code du Travail et parvenir à une parfaite "parité" entre partenaires sociaux.

• Tous ces beaux discours sont bien jolis. Malheureusement, il y a des faits saillants des 150 ans écoulés de prétendues conquêtes sociales, qui réduisent ces jolis discours à de misérables parlotes démagogiques. Pourquoi l'époque concernée fut-elle celle de Krachs financiers à répétition, celle de coups d'États périodiques, et de Guerres chaque fois plus meurtrières : massacres des guerres civiles, boucheries des guerres étrangères, et génocides des guerres coloniales ? À ce dernier propos, celui de la Colonie, il est étonnant que les vantards des Acquis Sociaux couvrent d'un silence de plomb ce qu'il en fut dans notre Empire, autrefois le 2ème du monde, et par exemple sous Jules Ferry, surnommé "le Tonkinois", président du Conseil de Waldeck-Rousseau. Ces prétendus "amis des travailleurs", avaient alors la responsabilité directe de l'Outre-mer, qu'ils revendiquaient fièrement à l'Exposition Coloniale ; en ont-ils profité pour mettre en application, en Afrique, en Asie et en Amérique Latine, la "Clause Sociale" qu'ils exigent aujourd'hui des marionnettes du Néo-colonialisme, y compris dans leur "francophonie" et leur "europhonie" ? Non point du tout ! La mode, alors était à la "pacification des indigènes". Dernière question gênante : pourquoi aujourd'hui, où nous croulons paraît-il sous les acquis sociaux, sombrons-nous par ailleurs dans une déchéance sans fond de la conscience sociale ? Pourquoi sommes-nous enveloppés d'une atmosphère fétide, Raciste, Sécuritaire, Militariste et Colonialiste (cela se nomme "Ingérence Humanitaire"). Pourquoi l'état présent de prostration et de Servilisme ayant envahi le Salariat lui-même, cloué dans la triade Humiliation-Insécurité-Impuissance ? Certes, les bonzes syndicaux taisent tout cela, puisque quand ils parlent des Acquis Sociaux, c'est de leurs acquis à eux qu'ils parlent, douillettement installés au Conseil Économique et Social, dans les Zinzins (caisses de Retraite, etc.), dans les planques du Fonctionnarisme et du Mutuellisme, et aux Comités Centraux d'Entreprises.

• Mais je n'ai pas tout dit. J'ai même gardé le meilleur pour la fin. Pourquoi apprend-on par hasard, accidentellement (car un silence soigneusement entretenu est de règle à ce sujet), que tous les fameux acquis sociaux, sans exception, firent l'objet d'une résistance acharnée de la part de ceux-là mêmes qui menaient les grandes Luttes sociales. Pourquoi dut-on en réalité imposer de force les Lois Sociales à l'élite du Salariat et du Peuple ? D'après la version officielle des gens de Gauche, cela semble complètement incompréhensible ! Et pourtant, "les faits sont là" ! G. Lefranc écrit en courant, oubliant de donner tout détail et document sur la question :

"Les Guesdistes (socialistes) et Syndicalistes révolutionnaires dénoncèrent avec indignation" la Loi de 1884 accordant la liberté syndicale. Le congrès syndical de Lyon de 1886 "se prononce contre la Loi à une forte majorité".

Or, il est aisé de vérifier que l'on eut la même résistance indignée, et brisée de la même manière, et quand le dictateur Badinguet (Napoléon III) eut la bonté de nous accorder le Droit de Grève (1864), et quand la République de la Revanche nous fit don des "Retraites Ouvrières et Paysannes" (R.O.P. – 1910).

Ainsi, le Droit à la Retraite est annoncé dans "La Voix du Peuple" du 2.01.1910 sous le titre : "L'escroquerie, la duperie, des Retraites Ouvrières"...

Comment expliquer la résistance systématique et systématiquement brisée, de l'Avant-Garde populaire, aux Lois Sociales ? Les prêtres du syndicalisme officiel n'ont pas de peine à s'en sortir : il leur suffit d'insinuer qu'une telle résistance n'était que combat d'arrière-garde, utopie irréaliste, le fait "d'intégristes" de la Sociale, barrant finalement la voie à la grande aventure du Progrès. Simple comme bonjour !

• Veut-on connaître le fin mot de l'histoire des Acquis Sociaux ? Je vous cite les "bons auteurs" de l'histoire du mouvement ouvrier :

"De 1864 à 1884 (du droit de Grève au droit Syndical), Syndicalisme et État s'accoutument l'un à l'autre et se pénètrent l'un l'autre. On s'achemine peu à peu vers l'intégration du Syndicalisme dans l'État". "La loi Waldeck-Rousseau s'engage avec prudence dans la voie qui mène à l'intégration du Syndicalisme dans l'État".

En 1933, Paul-Boncour dira : il faut "franchir une étape nouvelle, faire ce que la Monarchie a réussi, s'incorporer des forces neuves ; il faut intégrer le Syndicalisme dans l'État ; non pas pour dissoudre l'État, mais pour le fortifier par la profession organisée".

• Bilan des Lois Sociales :

✳ Sous couvert d'État "neutre", la Masse salariale et populaire se trouve prise dans l'ÉTAU de l'arbitraire patronal et du despotisme gouvernemental.

✳ Après 1845, dans l'opération de Dressage du Salariat qui sera une œuvre de longue haleine, l'État despotique prend en charge l'intérêt de la Classe exploiteuse devenue caste Oligarchique ; sans diminuer le moins du monde la pression économique des Employeurs sur le terrain, puisque les exploiteurs sont devenus des parasites, ne rencontrant plus l'obstacle d'un mouvement Associatif authentique de la classe adverse.

✳ C'est que dans la logique d'un Syndicat intégré à l'État, tout ce qui n'est pas Syndicat Jaune se trouve immédiatement "hors du droit". Une sous-caste de Parasites économiques s'élève, celle des Bureaucrates Syndicaux. Désormais, toute voix ayant la velléité de parler du Syndicat historique authentique, est étouffée par le chœur des Affranchis du salariat, qui entonne l'hymne des Lois Sociales accompagnée, si besoin est, par l'orchestre combiné de la Garde Républicaine et des Gardiens de la Paix.

Le mot de la fin

G. Lefranc, faisant le tableau de la période 1877-1891, qualifie sans ambages l'action des Socialistes du Parti Ouvrier :

"Les Guesdistes, contre le Syndicalisme de Pacification Sociale". Nous sommes bien renseignés : Paris fut "pacifié" aussi énergiquement qu'Hanoï, Dakar et Alger...

Le même auteur soupire : Hélas, "dans la psychologie des salariés, il reste des vestiges de l'époque où le Syndicalisme se développait hors de la légalité officielle, voulant suivre sa loi propre. Les syndicalistes conservent un certain mépris du Droit. L'absence de sens Juridique est une caractéristique du syndicalisme français".

Quand une autorité reconnue de l'histoire ouvrière ose écrire de telles choses, on se demande jusqu'où il peut aller dans son non-dit !

Devant les vérités, dures à regarder en face, faire l'autruche n'arrange rien ; ce n'est que reculer pour mieux sauter. La vérité est que, derrière la légende des Acquis Sociaux, il y a le fait que le vrai Syndicalisme, le Syndicat Rouge, s'est fait avoir jusqu'ici par le faux Syndicalisme, le Syndicat Jaune.

Seulement, une fois qu'on a bien compris de quoi il retourne – et il fallait bien que ça arrive ! – c'est alors qu'on peut reprendre le refrain de la ***Semaine Sanglante*** de J.B. Clément :

"Oui, mais... Ça branle dans le manche,
Les mauvais jours finiront !
Et gare à la revanche,
Quand tous les pauvres s'y mettront !"

“Grand comme Lénine”

Russie 1921

La Russie vient de vivre sept années de désastres et d’héroïsme. Il y a eu deux drames consécutifs :

• 1914-1918 :

La boucherie de la guerre impérialiste. Le Tsarisme a vendu les peuples de Russie comme chair à canon des Démocrates de l’Entente (France), contre les Fascistes des Empires Centraux (Allemagne).

• 1918-1921 :

La guerre civile, manipulée par les frères ennemis Démocrates-Fascistes réconciliés. C’est l’Intervention et le Cordon Sanitaire des Maçons et Racistes, de l’extérieur et de l’intérieur, pour écraser les “Rouges”.

L’empire du Tsar, “prison des peuples”, comprenait 174 millions de sujets en 1914. La guerre étrangère fit 2,5 millions de morts, la guerre civile en fit 9 millions.

•••

“Miracle” Bolchevik

La révolution d’Octobre 1917 casse l’engrenage infernal. Le peuple s’empare de l’initiative en Russie. Lénine est aux commandes. On s’évade d’abord de la guerre étrangère avec, pour mot d’ordre : “Le Pain, la Paix et la Liberté”. La guerre étrangère était une autre expression de la Barbarie dominante à l’intérieur ; la guerre civile qui commence est une autre expression de la Barbarie dominante à l’extérieur. Le Bolchevisme en triomphe également. Il est toujours à contre-courant, et pourtant vainqueur ; grâce à sa perspicacité, sa souplesse et son ardeur.

En 1921, les deux Barbaries, extérieure et intérieure, sont brisées. La République des Soviets est debout, immense défi à la préhistoire humaine. C’est le “miracle” russe. En effet : le parti bolchevik comptait 33 000 membres en 1917 !

•••

Mais un nouveau danger se présente, plus grand encore que les précédents : comment passer de l’économie de guerre à l’économie de paix ? Comment enraciner la première République Sociale durable ?

Pour la première fois vainqueur, politiquement et diplomatiquement, le Socialisme doit faire face à une terrible inconnue dont la réponse ne se trouve dans aucun livre ! Comme en 1902, mais d’une autre manière : comment s’attaquer au “début réel du communisme” (Lénine), la question “Que Faire” se repose.

Devant cette grande question, tout un chapelet “d’oppositions” se déroule dans le Parti. Elles ont en commun de développer des “recettes” abstraites, exclusives et paralysantes. Aucune ne part de la “situation concrète”, des rapports sociaux effectifs et des besoins de la Masse populaire. Chaque “chef” oppositionnel attend une solution d’un des “organes” connus du pouvoir. Le tableau de ces “recettes” se présente de la façon suivante :

1- Le Parlement	Socialistes-Révolutionnaires
2- Les Soviets	Pannekoek
3- Les Syndicats	Kollontaï
4- Le Parti	Bordiga
5- Le Gouvernement	Trotski
6- l’Armée	Toukhatchevski

Rien de tout cela ne convient.

Lénine entre dans la danse. Il oublie les organes du pouvoir et ne pense qu’au pouvoir révolutionnaire vivant. Il dit : la question de la paix se résume toute dans une soudure économique à instaurer entre la campagne et la ville, entre l’océan paysan et les îlots ouvriers. Pour cela, il faut abolir la Distribution administrative et faire prévaloir l’Échange civil.

Bref, tout tient dans la preuve à apporter que le pouvoir populaire est capable d’utiliser le marché. C’est ce défi qu’il faut relever, sans crainte aucune. Nous allons donc supprimer les prélèvements obligatoires sur les paysans. Nous allons remplacer cela par l’impôt en nature, qui ouvre clairement au paysan le commerce de ses excédents.

Qu’est-ce qui assure que le pouvoir populaire met au monde, pour la première fois, un Marché Contrôlé ? C’est que l’impôt en nature est fixé à priori, avant l’ensemencement, ce qui donne des recettes prévues au pouvoir, lui permet d’établir un Plan. C’est que l’agriculture va se développer sur la base de la nationalisation du Sol. C’est que le pouvoir soviétique a en main le Crédit. C’est que la grande Industrie des villes est livrée au Salariat organisé. C’est que le fermier capitaliste sera sous le Contrôle de ses ouvriers. C’est enfin que le Marché se trouve libéré dans le cadre de la Démocratie Soviétique, et que celle-ci a le projet déclaré d’encourager par tous les moyens la Coopération économique face à l’Entreprise bourgeoise.

Lénine a avec lui Zinoviev-Staline-Boukharine. Toutes les “oppositions” sont soulagées de pouvoir sortir de leur ornière dogmatique. Le grain de légitimité qu’avaient leurs recettes trouve à se déployer dans le programme de Lénine, en même temps que leur caractère exclusif s’envole.

La N.E.P. (Nouvelle Économie Politique) de Lénine est adoptée. Le 20 novembre 1922, à la veille de son décès, Lénine déclare : “De la Russie de la N.E.P. sortira la Russie socialiste”.

En 1928, Staline engage la 2ème Révolution russe, plus importante encore que le Grand Octobre, en y engageant directement le moindre village : c’est la Collectivisation agraire, l’épopée des Kolkhoz mettant à terre le Koulak (le capitalisme agraire).

•••

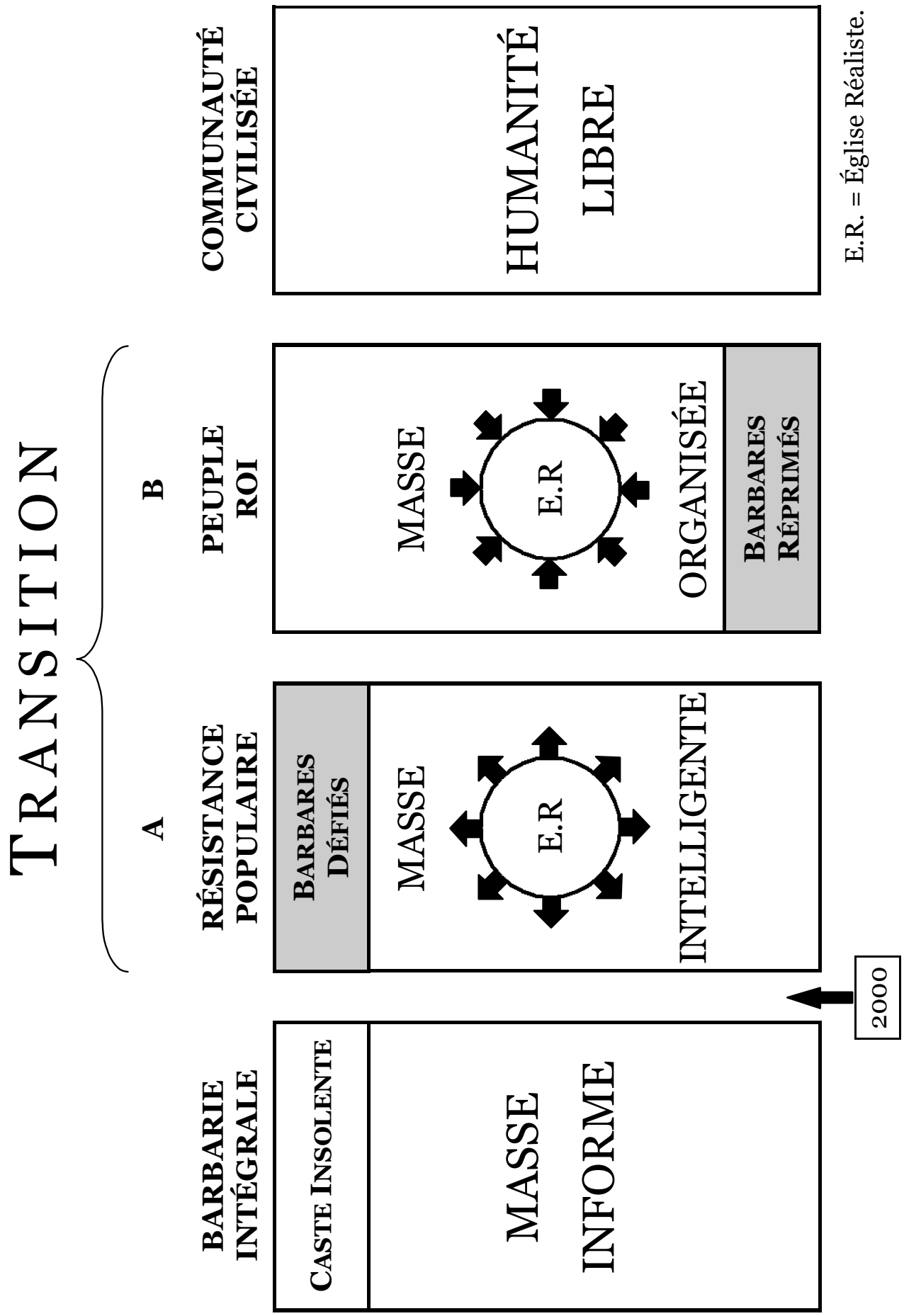
Lénine est un chef populaire rare, un chef populaire d'après la préhistoire humaine. Jusqu'à présent, on ne compte encore de tels hommes que sur les doigts d'une main. Lénine et Mao en particulier, nous les regardons comme de vrais spécimens qui anticipent la 3ème espèce de la race humaine, la race communiste (après les espèces primitive et civilisée).

Un chef comme Lénine a déjà aidé à se révéler des milliers et des milliers de petits lénines, des milliers d'exemplaires de l'humanité nouvelle. Ces milliers furent obscurs, ce qui ne les empêchait pas de montrer des traits personnels de caractère parfois supérieurs à ceux de Lénine.

Il nous faut voir tout cela, vanter sans exagérer. Nous ne sommes pas de l'école de Hugo, de Zola, ou d'Aragon ! Ce n'est pas élever des mausolées qui importe.

Ce qui importe, c'est de fonder l'Église du Nouveau Marxisme, avec le cœur chantant de bonheur :

"Grand comme Lénine !"


TRANSITION
A
B
BARBARIE INTÉGRALE
CASTE INSOLENTE
MASSE INFORME
RÉSISTANCE POPULAIRE
BARBARES DÉFIÉS
MASSE
E.R
INTELLIGENTE
PEUPLE ROI
MASSE
E.R
ORGANISÉE
BARBARES RÉPRIMÉS
COMMUNAUTÉ CIVILISÉE
HUMANITÉ LIBRE
2000
E.R. = Église Réaliste.

TRANSITION
de la Barbarie au Communisme

Notre Église Réaliste Mondiale à mettre sur pied sort de la Masse Informe.

Notre Église, minoritaire stratégiquement (en principe) groupera des éléments venus de tous les horizons de cette Masse Informe, ayant avant tout en commun de vomir la Barbarie Intégrale dominante. La sélection mutuelle de ces éléments, à laquelle forcera la haine et la violence du Système, en fera une Élite d'intellectuels de type nouveau, non-intellectualiste.

Lénine disait : "la conscience vient de l'extérieur" de la classe Salariée. Cela ne nous convient pas. Cela faisait de la Masse Informe une masse sans conscience aucune, alors qu'elle a une conscience spontanée Civilisée-Spiritualiste (incluant l'athéisme). Cela opposait la conscience Politique de l'Avant-Garde à la conscience Syndicale de la masse. Nous sommes Église, la conscience Syndicale-Politique spontanée pénètre la Masse Informe, et reste familière à notre Église ; réserve faite que nous prétendons la "dépasser" par notre mentalité Historique en pratique, expression de notre théorie générale Réaliste.

•••

Du point de vue de l'action, le **Syndicat** est la clef au Nord du monde ; de même que le Parti est la clef au Sud du monde.

Imposer irréversiblement le Syndicat Rouge au Nord, c'est imposer du même coup l'épanouissement de la Libre Association populaire d'une manière générale.

Le combat pour le Syndicat Rouge est la pierre de touche, à la fois de l'édification de notre Église, et de l'affirmation progressive d'une Masse Intelligente. Les deux processus combinés, solidaires, ont pour base commune l'entrée en Dissidence vis-à-vis de la Caste Insolente de la Barbarie Intégrale dominante ; ils signifient la disparition de la Masse Informe de l'époque antérieure.

La victoire du Syndicat Rouge et de la Libre Association ne pourra en rester à la "guerre de décision rapide dans la capitale" qu'on envisageait autrefois ; elle ne sera remportée qu'à la suite d'une "guerre prolongée" menée à partir de larges "zones libérées".

•••

Juin 1936, avec sa "vague des occupations d'usines", fut l'exploit suprême du vieux Syndicalisme spontané.

Ce fut aussi le marchepied du triomphe historique du Syndicat Jaune, du trio Jouhaux-Belin-Frachon ; trio qui s'avéra peu après être formé des nains de Roosevelt-Hitler-Staline.

•••

Le **Syndicat Rouge**, c'est le seul et le vrai ! Il est vital ; il est urgent ; il est possible.

Le Syndicat Rouge, c'est la grande tradition de 1848, à reprendre aujourd'hui de façon intelligente, avec le Nouveau Marxisme se mettant à son service.

Le Syndicat Rouge sera la déconfiture finale du Syndicat Jaune.

•••

La lutte pour le Syndicat Rouge s'identifie présentement à la lutte pour un **Syndicat Défaitiste**. L'étape en cours nous l'impose : la 3ème boucherie mondiale est en route.

Faisons que, par le syndicat Défaitiste, à travers "le sang et les larmes" qui nous sont annoncés, se fonde l'Europe Populaire.

Faisons de notre continent le lieu historique du renversement du rapport de force entre le Peuple mondial et la Barbarie Intégrale. Nous devons faire que l'Europe soit le grand foyer du futur Peuple-Roi de la planète.

Cycles de la Barbarie intégrale

	I "PAIX"	II DÉSORDRE		III GUERRE		1 - Militaro-Industriel et Banque-Assurance. 2 - Chute du Tsar en Février. 3 - URSS attaquée en Juin.
	1 PUISSANCE BARBARE HÉGÉMONIQUE	A DROITE/GAUCHE ETATS POLICIERS	B FACHOS/DÉMOCRATES BLOCS MILITARISTES[1]	2 CAMPS LUTTENT POUR L'HÉGÉMONIE	Révolution	USA
		KRACHS			Chartisme 48 Commune	1845 : Annexion Du Texas.
1	(1815 - 1832)	1840 ↓ 1833 - 1848	1849 - 1870	1870 - 1871		
2	1871 - 1884	1893 ↓ 1885 - 1898	1899 - 1913	1914 - 1918	Russie (nov. 1917)	Avril 1917 : en Guerre[2].
3	1919 - 1926	1929 ↓ 1927 - 1933	1934 - 1939	1940 - 1944	Chine 1935-1949	Août 1941 : en Guerre[3].
4	1945 - 1974	1987 ↓ 1975 - 1989	1990 -	.... -	....	1990 : Guerre du Golfe.
£						
$						

Fouché (1759-1820)

À Chaptal à Lyon, en mars 1815.
Quand l'Empire s'effondre (Paris capitule le 31 mars).

"Je suis venu à Lyon pour m'emparer de l'armée qu'y commande Augereau [maréchal hostile à Napoléon, comme Bernadotte] et le faire marcher contre l'Empereur. Je suis en correspondance avec Metternich [ce qui n'était pas impossible], lui et les trois souverains attendent à Dijon l'issue de mon entreprise [ce qui est faux]. La révolution sera courte. Nous avons organisé une régence sous la présidence de Marie-Louise [c'est encore l'idée de Talleyrand en mars]. Nous avons arrêté nos proclamations au peuple français, nos lettres aux généraux. Tout est prêt. J'ai toujours abhorré l'Empereur. J'ai tenté trois ou quatre conspirations, mais toutes ont échoué parce que je n'ai pas eu d'armée pour les soutenir. Voilà pourquoi je veux m'emparer de celle de Lyon."

L'ESCLAVE SALARIÉ

La Concurrence :

La concurrence a engendré la bourgeoisie, les grandes villes et l'industrie ; elle a donné naissance au prolétariat.

Le point essentiel est que la bourgeoisie a le monopole - protégé par le pouvoir d'Etat - de tous les moyens d'existence au sens le plus large du terme. Et si le prolétaire ne veut pas mour ir de faim, il est obligé de travailler pour la bourgeoisie.

La société bourgeoise est le royaume de la concurrence, c'est-à-dire l'"ordre" où fait rage la guerre de tous contre tous : d'une part les capitalistes se font concurrence entre eux ; d'autre part la concurrence est l'arme la plus acérée de la bourgeoisie dans sa lutte contre le prolétariat.

Le salaire minimum :

Il n'y a qu'une seule limite à la concurrence des travailleurs entre eux : aucun d'eux n'acceptera de travailler pour un salaire inférieur à celui qu'exige sa propre existence ; s'il doit un jour mourir de faim, il préférera mourir sans rien faire plutôt qu'en travaillant.

Certes, cette limite est toute relative : les uns ont plus de besoins que les autres. C'est tout l'intérêt de l'importation de main-d'oeuvre étrangère, du Portugal ou du Sénégal, pour faire baisser les salaires.

De toute façon, tout travailleur préférera sacrifier le peu de luxe et de civilisation, auquel il était habitué, pour pouvoir simplement subsister. Il aimera mieux, en attendant des jours meilleurs, se contenter d'un demi-salaire, que de s'asseoir sans un mot dans la rue et de mourir devant tout le monde, comme l'a fait plus d'un indigent. Ce peu, ce mieux que rien, c'est donc le minimum de salaire.

Par suite, quand il y a plus de travailleurs que la bourgeoisie ne juge bon d'en occuper, lorsque par conséquent au terme de la lutte des concurrents, il reste encore un certain nombre de sans-travail, ceux-là précisément devront mourir de faim ; car le bourgeois ne leur donnera probablement pas de travail, s'il ne peut vendre avec profit les produits de leur travail.

Le salaire maximum :

Le maximum du salaire, c'est cette fois la concurrence des bourgeois entre eux qui le fixe.

Le bourgeois a besoin du prolétaire, il ne faut pas perdre cela de vue. Il en a besoin non pas pour assurer sa propre existence immédiate -il pourrait vivre de son capital -, mais comme on a besoin d'un article de commerce ou d'une bête de somme : pour s'enrichir. Le prolétaire fabrique pour le compte du bourgeois, des marchandises que celui-ci vend avec profit. Si donc la demande de ces marchandises s'accroit au point que les travailleurs qui se concurrencent soient tous occupés, et que même il en manque, la concurrence entre travailleurs cesse, et c'est au tour des bourgeois de se faire concurrence.

Le capitaliste à la recherche de travailleurs sait fort bien que l'augmentation des prix, due à l'accroissement de la demande, lui fait réaliser un plus grand bénéfice, et il aime mieux payer un salaire un peu plus élevé que de laisser échapper tout ce profit. Il veut bien risquer un oeuf pour avoir un boeuf ; et s'il a le boeuf, il est prêt à abandonner l'oeuf au prolétaire. C'est ainsi que les capitalistes s'arrachent alors les prolétaires et que le salaire monte.

Mais il y a une limite. Le capitaliste est prêt à sacrifier une fraction de son profit-extra, en aucune façon une partie de son bénéfice normal, moyen. Il se gardera bien de payer un salaire supérieur au salaire moyen.

Le salaire moyen :

Dans les conditions de vie moyenne, c'est-à-dire lorsque ni les capitalistes ni les travailleurs n'ont respectivement de raisons de se concurrencer particulièrement, le nombre des ouvriers disponibles est exactement celui qu'on peut employer pour fabriquer les marchandises demandées. Dans ce cas, le salaire sera un peu supérieur au minimum. Savoir de combien le salaire dépassera le minimum, dépend des besoins moyens et du niveau de vie des travailleurs. Si les travailleurs sont habitués à consommer de la viande plusieurs fois par semaine, les capitalistes devront bien accepter de verser aux travailleurs un salaire suffisant pour qu'ils puissent se procurer une telle nourriture. Ils ne pourront payer moins, puisque les travailleurs ne se font pas concurrence, et n'ont donc pas de raison de se contenter de moins. Mais les capitalistes ne paieront pas davantage, parce que le défaut de concurrence entre eux ne les incite nullement à attirer chez eux des travailleurs par des avantages exceptionnels.

Il faut considérer que la plupart des travaux industriels exigent une certaine habileté et une certaine régularité. Comme ces conditions préalables exigent à leur tour un certain degré de civilisation, le salaire moyen doit être assez élevé - dans l'intérêt même de la bourgeoisie - pour inciter les ouvriers à acquérir cette habileté et à se plier à cette régularité dans le travail. C'est pourquoi le salaire des ouvriers d'usine est en moyenne plus élevé que celui des simples débardeurs, journaliers, etc ; il est plus élevé notamment que celui des travailleurs agricoles.

Il s'établit en définitive un salaire moyen, en vertu duquel une famille dont tous les membres travaillent ou font des heures supplémentaires, vit assez bien, tandis que celle qui compte moins de membres au travail vit assez mal.

Le travail-marchandise :

Le travailleur est, en droit et en fait, l'esclave de la classe possédante, de la bourgeoisie ; il en est l'esclave au point d'être vendu comme une marchandise. Si la demande des travailleurs augmente, leur prix monte ; si elle vient à baisser, leur prix diminue ; si elle baisse au point qu'un certain nombre de travailleurs ne sont plus vendables et "restent en stock", ils sont laissés pour compte et, comme ce n'est pas une occupation qui fasse vivre son homme, ils meurent de faim.

Toute la différence par rapport à l'esclavage antique pratiqué ouvertement, c'est que le travailleur actuel semble être libre. Cette illusion vient du fait que le salarié n'est pas vendu tout d'une pièce, mais petit à petit, à l'heure, par jour, par mois ; et parce que ce n'est pas un propriétaire qui le vend à un autre, mais bien le salarié lui-même qui est obligé de se vendre ainsi. Le salarié n'est pas l'esclave d'un particulier, il est l'esclave d'une classe, celle des possédants ; c'est toute la différence. Au fond, pour lui, la chose n'a point changé.

Bien sûr, l'apparence de liberté du salarié lui donne nécessairement, d'un côté, une certaine liberté réelle. Mais il y a aussi un inconvénient : personne ne lui garantit plus sa subsistance, et il peut être congédié à tout instant par son maitre, la bourgeoisie, et être condamné à mourir de faim dès que la bourgeoisie n'a plus d'intérêt à l'employer, à le faire vivre.

Par contre, la bourgeoisie se trouve beaucoup plus à l'aise dans le système du salariat que dans celui de l'esclavage antique ; elle peut congédier ses gens lorsque l'envie l'en prend, sans perdre pour autant un capital investi - les esclaves coûtaient - ; de plus, la bourgeoisie obtient du travail à bien meilleur compte en employant des salariés, qu'on ne pouvait en obtenir de la part d'esclaves.

15 MAI 1995
FREDDY

Extraits libres de Frédéric Engels :
La classe laborieuse en Angleterre - 1845.

MINI-MANIFESTE

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS UNISSEZ-VOUS !

Doctrine

I - LE SYSTÈME CAPITALISTE

1) La condition de l'existence et de la domination de classe bourgeoise, c'est la formation et l'accroissement du capital ;
2) La condition de l'existence du capital, c'est le salariat ;
3) Le salariat repose exclusivement sur la concurrence des ouvriers entre eux ;
4) Or, la bourgeoisie est l'agent fatal du progrès de l'industrie, qui substitue à l'isolement des ouvriers leur union révolutionnaire par l'association ;
5) Aussi la bourgeoisie produit-elle avant tout ses propres fossoyeurs ; pour la même raison, la chute de la bourgeoisie et la victoire du prolétariat sont également inévitables.

II - LA RÉVOLUTION COMMUNISTE

1) L'émancipation de la classe ouvrière doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.
2) Le but immédiat des communistes est : la constitution du prolétariat en classe, le renversement de la domination bourgeoise et la conquête du pouvoir politique par le prolétariat.
   La Commune a fourni la preuve définitive que la classe ouvrière ne peut pas simplement prendre possession du mécanisme politique existant et le mettre en marche pour la réalisation de ses propres buts. Elle doit démolir la machine d'État et lui substituer sa commune.
   La première étape de la révolution ouvrière s'accompagne inévitablement d'empiétements despotiques sur le droit de propriété et les conditions bourgeoises de la production. L'État des ouvriers établit la propriété commune des moyens de production, applique l'égalité du travail et l'égalité de la répartition des produits : "de chacun selon ses capacités, à chacun selon son travail".
3) En détruisant le régime capitaliste de production, ce sont en même temps les conditions de l'antagonisme de classes et les classes en général que le prolétariat détruit, et par-là même sa propre domination comme classe. Lorsque toute la production est concentrée dans les mains des individus associés, le pouvoir public perd son caractère politique, c'est-à-dire de pouvoir organisé d'une classe pour l'oppression d'une autre.
4) La révolution communiste est la rupture la plus radicale avec le régime traditionnel de propriété. À la place de l'ancienne société bourgeoise, avec ses classes et ses antagonismes de classes, surgit une association où le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous. La société écrit alors sur ses drapeaux : "de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins".

III - LE MOUVEMENT RÉVOLUTIONNAIRE

1) Les communistes travaillent à l'union et à l'entente des partis progressistes de tous les pays.
   Les communistes appuient en tout pays tout mouvement révolutionnaire contre l'ordre social et politique existant.
2) La position des communistes à l'égard des partis ouvriers déjà constitués est la suivante : ils combattent pour les intérêts et les buts immédiats de la classe ouvrière ; mais dans le mouvement présent, ils défendent et représentent en même temps l'avenir du mouvement.
3) Dans tous les mouvements, les communistes mettent en avant la question de la propriété comme la question fondamentale.
4) Les communistes ne s'abaissent pas à dissimuler leurs opinions et leurs projets. Ils proclament ouvertement que leurs buts ne peuvent être atteints que par le renversement violent de tout l'ordre social passé. Que les classes dirigeantes tremblent à l'idée d'une révolution communiste ! Les prolétaires n'y ont rien à perdre que leurs chaînes. Ils ont un monde à y gagner.

Église Réaliste
Marxistes-Amis-de-Dieu

OM

Histoire du Parti Républicain

***en France, de 1814 à 1870*, par Georges Weill, Paris, 1900.**

Les Républicains sous La Restauration

L'histoire des sociétés secrètes sous Louis XVIII est bien connue ; il nous suffira de dire quel rôle y jouèrent les républicains. Pendant les premières années il n'est pas question d'eux lorsque le gouvernement découvre et punit un complot ; ainsi les complices de l'avocat Didier dans l'Isère en 1816 combattaient pour le roi de Rome ou le Duc d'Orléans.

Cependant il y avait dès lors des républicains dans les associations, et à leur tête Joseph-Rey, l'avocat de Grenoble dont nous avons déjà parlé. Il fonda en 1818 une société secrète nommée l'***Union***, qui ne fit jamais grand bruit ; mais elle subsista longtemps, s'il faut en croire Jean Witt, surnommé Dœring.

Ce personnage, Danois de naissance, avait longtemps fait partie des sociétés secrètes allemandes ; son parent, l'écrivain catholique d'Eckstein, le mit en relation avec le comte de Serre ; arrêté en 1821 à Bayreuth par le gouvernement bavarois, Jean Witt fit de longues révélations dont le texte français, transmis au gouvernement des Bourbons, se trouve aux Archives Nationales.

Le prisonnier raconte avoir eu en 1820 chez Voyer d'Argenson une entrevue avec Rey qui lui dit :

"Il existe en France une grande société centrale presque sans formes arrêtées, n'ayant pas même de but positivement énoncé, mais qui reconnaît décidément une tendance républicaine".

Cette société, continuait Rey, tient par quelques-uns de ses membres chacune des petites associations qui se forment, et les dirige ainsi dans le sens qui lui convient, souvent à l'insu de leurs fondateurs ; si la police devient trop pressante, on lui sacrifie une de ces associations, et le gouvernement est rassuré. L'***Union*** songea, dit encore Witt à s'allier avec la société secrète allemande des Indépendants ; trois délégués français, Rey, d'Argenson et Victor Cousin, négocièrent à ce sujet avec trois délégués allemands dont le principal était le professeur Follenius[2].

Mais nous ne savons rien de plus sur ces rapports ni sur l'existence de l'***Union***. De même nous connaissons mal les relations entre les sociétés secrètes de France et d'Italie ; le principal intermédiaire entre elles était le théoricien babouviste Buonarroti, dont un

[2] Archives Nationales, F 76684. Witt affirme que l'assassinat du Duc de Berry l'effraya et modifia ses idées ; alors il fit des révélations à de Serre et lui remit les statuts de l'Union (une note du ministère Français constate que ces statuts n'ont pas été retrouvés). Il parle aussi de propositions faites par les indépendants allemands à d'Argenson pour l'assassinat des Bourbons, propositions que celui-ci déclina ; Witt a d'ailleurs plus tard publié quelques ouvrages sur les sociétés secrètes, mais il s'agit à peu près uniquement de celles d'Allemagne.

agent français, Andryane, fut arrêté par le gouvernement autrichien et longtemps retenu prisonnier au Spielberg[3].

•••

Les conversions au saint-simonisme, importantes par la valeur individuelle des néophytes, étaient, cependant peu nombreuses ; en somme, le socialisme demeurait encore inconnu. Parmi les hommes politiques un seul en eut le pressentiment ; ce fût Voyer d'Argenson.

Curieuse et intéressante figure que celle de ce grand seigneur démocrate à l'âme énergique, à l'esprit méditatif ; préfet de l'Empire, il avait tenu tête à Napoléon et voulu exécuter un verdict que l'empereur fit casser, par un abus de pouvoir inouï ; membre de la Chambre introuvable, ce fut le seul député qui osa dénoncer à la tribune les violences commises contre les protestants à Nîmes ; enfin dès 1817 il prédit les réformes démocratiques en exprimant l'espoir que le cens de 300 francs serait prochainement réduit et le nombre des électeurs accru.

Bientôt les questions de politique pure lui semblèrent devoir céder la place à d'autres problèmes plus graves, plus intéressants pour les masses. En 1821, dans une lettre au ***Courrier français***, d'Argenson annonça l'avènement de la science économique nouvelle, non pas celle que vantaient les banquiers libéraux comme Casimir Perier, mais "la science de la justice sociale, destinée à enseigner un jour à toute l'espèce humaine, sans distinction de contrées et de nations, comment elle doit s'agglomérer, s'associer, se partager les dons de la nature, et se régir ensuite dans l'intérieur de chaque société" ; à ce propos il cita le mot d'un député qui avait soulevé les colères de la Chambre : "Il y a en France plus de gens qui n'ont pas de pain qu'il n'y en a qui ont trop de blé".[4]

D'Argenson alla toujours s'affermissant dans ses idées sociales, un peu vagues d'abord, qui aboutirent enfin au communisme. Parmi ses amis de Chambre un seul le comprenait ; c'était Beauséjour, qui vint à la tribune montrer la France divisée entre cinq cent mille "mangeurs" et trente millions de "mangés"[5].

Tout cela demeurait lettre close pour leurs collègues ; lorsque d'Argenson conseilla au général Foy d'aborder ces problèmes, le grand orateur lui répondit que c'était inutile, que personne ne comprendrait.

---

[3] V. Andryane, ***Mémoires d'un prisonnier d'État***, 1, p. 4 (4e éd.). Le dossier des Archives Nationales cité plus haut contient aussi un rapport sur l'arrestation d'Andryane à Milan et sur les renseignements contenus dans ses papiers. Il y est question surtout de l'association des Sublimes Maîtres Parfaits, dirigée par le Grand Firmament qui siège à paris ; Buonarroti lui sert de "diacre mobile" à Genève. Cette association, d'après une note de la police autrichienne, a pour but de républicaniser le monde.

[4] ***Discours et opinions de Voyer d'Arqenson*** (1845), 11, p. 6 sqq. Dès 1819 il avait déclaré à la Chambre que la France serait bientôt obligée d'instituer, comme l'Angleterre, une taxe des pauvres (*ibid.*, I, p. 397.). En 1828 il annonça devant les députés la "nouvelle science sociale", montra une immense quantité d'hommes condamnés aux "travaux forcés" et demanda pourquoi on voulait faire des Bourses du commerce, alors qu'on n'avait jamais songé à construire, pour abriter les ouvriers, des Bourses du travail (*ibid.*, II, p. 29, 41 sqq.). À propos d'un discours de Guizot sur les caisses d'épargne, il railla les philanthropes qui ne voulaient point modifier la répartition des richesses (II, p. 12 sqq.).

[5] Discours du 25 Juillet 1822, inséré au ***Moniteur*** du 26. Les mangeurs, dit-il, ont réussi à forcer les mangés de payer à leur profit environ 1 500 millions par an ; ils se considèrent "comme faits pour vivre sans travail sur le produit du travail des autres". Ce sont des privilégiés, "favorisés par ce qu'on appelle vulgairement la Providence, mais qui au fait n'est que le résultat du vice de l'organisation sociale".

En 1825 un ouvrier fut condamné pour une grève tumultueuse au Houlme, près de Rouen ; personne dans le parti libéral ne consentit à lui venir en aide[6].

Si les journaux libéraux parlaient par hasard des projets tendant à modifier la propriété, c'était pour repousser l'accusation fort classique lancée parfois contre eux par les ultra-royalistes, celle de désirer la "loi agraire" ; qu'entendait-on par ce mot ? La droite et la gauche auraient été embarrassées de le dire. Cependant un écrivain socialiste, Buonarroti, publia en 1828 à Bruxelles un ouvrage sur la conjuration de Babeuf ; mais ce livre, dont l'influence devait être grande plus tard, demeura inconnu en France jusqu'aux journées de juillet. Quant au petit groupe saint-simonien, on le négligeait complètement.

En 1826, dit Sainte-Beuve, "MM. de La Fayette, d'Argenson et d'autres de la petite Église républicaine de la Restauration eurent l'idée de fonder une ***Revue américaine,*** destinée à faire connaître et, s'il se pouvait, à faire admirer les républiques du nouveau continent". *(**Causeries du lundi***, VI, p. 95.). Cette revue, où Carrel fut chargé de surveiller la rédaction, disparut en 1827 ; les trois volumes qui en restent contiennent des études historiques, politiques, physiques, économiques sur tous les pays américains, mais sans aucune allusion à la politique française.

Les Républicains en 1830

Daunou et ses amis, comme Lafayette, acceptèrent sans enthousiasme ni répugnance la monarchie de Louis-Philippe. Auguste et Victorin Fabre exprimaient leurs vues dans la ***Tribune :*** ils demandèrent au roi de se défier des nouveaux courtisans, de combattre les tendances réactionnaires des 221 ; ils protestèrent contre sa timidité en face de l'étranger, surtout contre le maintien presque intégral de l'ancienne Charte. Mais leur opposition n'allait pas jusqu'à souhaiter un bouleversement nouveau.

Un groupe tout différent, malgré ses relations amicales avec Lafayette, se forma autour de trois vieux démocrates, Voyer d'Argenson, Charles Teste et Buonarroti ; c'étaient les Montagnards en face des Girondins. D'Argenson déclara dès le lendemain des trois journées que la révolution demeurerait stérile si les classes populaires n'en profitaient pas ; il l'écrivit même à Guizot avant de le répéter à la tribune[7].

Son ami Charles Teste, frère du ministre devenu trop fameux en 1847 par un procès de corruption, était un personnage pauvre, désintéressé, qui donnait des leçons pour vivre et consacrait tous ses loisirs à élaborer les réformes futures ou bien à organiser le parti républicain. Depuis le temps de la Révolution toutes les tentatives des sociétés secrètes avaient trouvé en lui un adhérent ; quelque temps directeur d'une librairie, ce magasin,

---

[6] La ***Tribune***, 20 septembre 1833. Le ***National*** a dit plus tard (25 octobre 1836) : "Il n'était, sous la Restauration, question ni des iniquités de l'état social ni de l'introduction, dans la discussion publique, d'aucun de ces problèmes difficiles et redoutables qui sont aujourd'hui posés de toutes parts devant l'opinion".

[7] Le 6 août il écrit à un journal : "Le soulagement du peuple, voilà pourquoi sont morts les hommes de juillet". Le 3 novembre, appelé à prêter serment comme député, il dit : "je le jure, sauf les progrès de la raison publique". À la Chambre il réclama l'impôt sur le revenu, plaida la cause des ouvriers sans travail devant ses collègues qui lui criaient : "Vous parlez comme un saint-simonien". ***Discours et opinions de V. d'Argenson***, I, p. 96, 106, 119, 139, et *passim*.

qu'on nommait la Petite Jacobinière, était le rendez-vous des démocrates ; le 30 juillet il essaya de prévenir Lafayette contre les partisans du duc d'Orléans[8].

Buonarroti, descendant de Michel-Ange, naturalisé Français, avait de bonne heure consacré son existence aux conspirations ; tout en gagnant sa vie comme professeur de musique, il s'occupait d'étendre la Charbonnerie, d'en faire une association internationale prête à combattre l'ancien régime dans toute l'Europe ; vrai conspirateur italien, il voulait dans les sociétés secrètes une organisation dictatoriale mystérieuse même pour les affiliés. Après un long séjour à Genève il s'était retiré à Bruxelles, où parut en 1828 la ***Conspiration des Égaux, dite de Babeuf***. Venu à Paris en 1830, le vieux révolutionnaire fit la connaissance de Voyer d'Argenson qui le pria de loger chez lui et le garda jusqu'à sa mort. Buonarroti inspira une vénération presque craintive à tous ceux qui le connurent, par son mépris des biens matériels, par son attention toujours portée vers la grande œuvre. Louis Blanc a décrit ce vieillard grave et un peu mélancolique, au front large, au regard profond, à la fois bon et défiant, véritable patriarche de la démocratie révolutionnaire[9].

•••

Ces trois hommes également sincères, également dédaigneux de la réalité, adoptèrent un communisme idéaliste reposant sur la morale ; Buonarroti était l'homme d'action du groupe ; ses deux amis en exposèrent publiquement les idées en 1833, l'un dans un projet de Constitution, l'autre dans un véritable pamphlet socialiste.

Charles Teste déclare lui-même que son projet de Constitution est le résultat de débats approfondis avec son entourage. Il a beaucoup puisé dans les Constitutions républicaines promulguées sous la Convention et le Consulat, surtout dans celle de 1793. D'abord vient une déclaration de principes entièrement inspirée par les vues de la Montagne. Quant à la Constitution elle-même, elle donne l'autorité à un Corps législatif composé de députés élus pour quatre ans, toujours révocables au gré des électeurs ; les pouvoirs des communes seront considérables, la justice gratuite, l'impôt unique et progressif. Cette Constitution, ajoute l'auteur, n'est pas applicable immédiatement ; il faudra d'abord une dictature afin d'en préparer les conditions[10].

---

[8] Il y a quelques détails biographiques sur lui dans la préface de son projet de constitution, et surtout dans Victor Bouton, ***Profils révolutionnaires***, 1849 ; Bouton, qui parle aussi de tout son groupe, raconte que Charles Teste a été mis dans la même tombe que d'Argenson et Buonarroti. Ranc en dit quelques mots dans sa préface à une nouvelle édition du livre de Buonarroti (1869), et cite parmi les disciples de Teste vers 1848 l'éditeur Charavay ainsi que deux représentants du peuple à la Législative, Charassin et Benoît (du Rhône).

[9] V. sur Buonarroti l'***Histoire de dix ans*** de Louis Blanc, IV, p. 183-4 ; des notices dans le ***National*** (19 et 24 septembre 1837) et dans le Journal du peuple (1er octobre 1837), cette dernière par B. Hauréau. V. aussi Romano-Catania, ***Filippo Buonarroti***, 1898. On trouverait des détails sur son rôle de conspirateur avant 1830 dans le dossier déjà cité des Archives Nationales (F 76684) ; on peut les rapprocher du livre d'Andryane, ***Souvenirs de Genève***, 1839.

[10] Teste, **Projet de Constitution républicaine et Déclaration des principes fondamentaux de la société**, 1833 (Lb 514776). Voici quelques extraits de la Déclaration : "Les peines ne peuvent avoir d'autre but que celui de prévenir les crimes et de corriger les coupables. Tous les biens mobiliers et immobiliers renfermés dans le territoire national, ou possédés ailleurs par les membres de la société, appartiennent au peuple qui, seul, peut en régler la répartition par les lois". La Constitution établit, outre le Corps législatif, un Conseil exécutif de trois membres, et un corps de cinq Conservateurs, chargés de surveiller le Conseil exécutif et d'assurer le bon fonctionnement du régime. Louis Blanc rapporte que Charles Teste voulait donner à sa

La brochure de d'Argenson, la ***Boutade d'un riche à sentiments populaires***, montre que, sur les 8 milliards du produit supposé de la France, 2 milliards au moins sont absorbés par les riches et les oisifs qui s'arrangent aussi à profiter des emprunts, des marchés, des monopoles, et à rejeter sur le peuple tout le poids des impôts et de la conscription[11].

Les trois vieux démocrates inculquèrent leur système à quelques disciples ; Buonarroti surtout cherchait à gagner des jeunes gens, à en faire des agents pour sa propagande mystérieuse. Deux Lorrains furent du nombre : l'un, Ballon, publia un résumé du livre de Buonarroti ; l'autre, l'avocat Mathieu (d'Épinal), communiste ardent, essaya d'organiser la Charbonnerie universelle dans l'Est, fut emprisonné en 1834, et en 1838 ; plus tard, vieilli et hors d'état d'agir, il subit de nouveaux malheurs après le 2 Décembre et apprit avec son courage habituel qu'on lui infligeait la plus terrible des peines, la déportation à la Guyane[12].

•••

Le Parti Républicain depuis 1840

Rentré en France, Cabet[13] publia en 1840 le ***Voyage en Icarie*** ; c'est la description imaginaire d'un État communiste organisé par le dictateur Icar, où le gouvernement seul fait le commerce, distribue le travail, dirige l'instruction, organise les fêtes ; la seule chose qui subsiste en dehors de lui, c'est la famille, intacte et respectée sous la direction du chef de famille. C'est une utopie curieuse, parfois puérile, mais exposée avec talent ; aucun des tableaux de la société future imaginés de nos jours ne lui est supérieur. Cabet reprit la publication de son ancien journal, le ***Populaire***, pour défendre le communisme.

Celui-ci rencontra le plus mauvais accueil chez les chefs du parti républicain ; le ***National*** le condamnait de toutes façons ; "Je ne suis pas communiste, je hais les

---

Constitution une base religieuse ; il y renonça pour ménager quelques amis voltairiens (**Hist. de dix ans**, IV, p. 102).

[11] Après avoir fait ce tableau, d'Argenson termine en disant au peuple : "Vous manquez à tous vos devoirs envers Dieu, envers vous-mêmes, envers vos femmes, les auteurs de vos jours, s'ils vivent encore, et surtout envers vos enfants si, après un soulèvement suivi de succès, vous êtes assez lâches ou assez ignorants pour vous borner à exiger une amélioration de tarif ou une élévation de salaires ; car ceux-ci, fussent-ils triplés, ne représenteraient pas encore votre portion virile dans l'héritage social ; et de plus, tant que vous laisserez les riches en possession de faire seuls les lois, quelques concessions qu'ils vous fassent, ils sauront bien vous les reprendre avec usure" (Lb 51 1924). D'Argenson, traduit devant le jury avec Charles Teste pour cet écrit, affirma de nouveau ses convictions égalitaires dans un discours énergique et fut acquitté.

[12] Le grand rapport de Girod (de l'Ain) à la Cour des pairs sur le procès d'avril 1834 contient divers détails sur Mathieu (d'Épinal) ; il donne aussi dans les Annexes (t. IV, n° 77) les statuts de la *"Charbonnerie démocratique universelle"* qui furent saisis chez Mathieu. D'après ces statuts la Charbonnerie *"a pour objet de rattacher à un centre commun tous les amis de l'égalité, quels que soient leur pays et leur religion"*. La Vente suprême, qui se recrute elle-même, demeure inconnue à tous les associés, ne se manifeste que par ses agents. Puis viennent de longs détails sur les ventes directrices, les ventes particulières, etc. – Sur l'arrestation de Mathieu après le 2 décembre, v. Ravold, Les transportés de la Meurthe, 1872. Mathieu a-t-il été effectivement déporté à la Guyane ? Y est-il mort ? Je n'en sais rien.

[13] Pierre Leroux (***la grève de Samarez***, I, p. 372) a montré l'influence d'Owen sur Cabet.

communistes", s'écriait Ledru-Rollin en 1841 ; Dupoty attaquait les sectaires "de je ne sais quelle mystique théorie de fausse égalité"[14].

Ce système, au contraire, pénétra plus profondément que celui de Louis Blanc chez les ouvriers parisiens. Cabet eut désormais parmi eux un groupe de disciples dévoués, les Icariens, qui crurent aveuglément à ses doctrines et bientôt lui proposèrent d'aller avec eux les appliquer dans les terres libres du nouveau monde. Son influence, qui était grande chez les ouvriers, lui servit à les détourner plusieurs fois de l'émeute.

Cabet n'était pas le seul théoricien du communisme ; d'autres écrivains, prenant le livre de Buonarroti comme point de départ, cherchaient à perfectionner le babouvisme. Le principal d'entre eux, Laponneraye, avait publié d'abord les œuvres de Robespierre et d'autres conventionnels, tout en prenant part, aux sociétés secrètes, ce qui lui valut cinq ans de prison.

Rendu à la liberté par l'amnistie de 1837, il fonda un journal, l'***Intelligence,*** qui, tour à tour hebdomadaire et mensuel, sans cesse menacé par le manque d'argent et les procès, végéta jusqu'en 1840. "Nous voulons, disait l'écrivain en fondant cette feuille, nous voulons, au milieu d'une société gangrenée d'égoïsme et de corruption, relever le saint drapeau de l'intelligence et du droit commun ; nous voulons substituer à la prédominance des intérêts matériels celle des intérêts moraux". Le babouvisme, trop exclusivement économique, lui paraissait devoir être complété par la notion du progrès et de la perfectibilité, de manière à devenir une religion. Laponneraye acceptait d'ailleurs l'association des travailleurs et des capitalistes, préconisée par Fourier, comme une transition utile pour conduire sans violence au régime de l'avenir[15].

Quand ***l'Intelligence*** disparut, un autre écrivain communiste, Dézamy la remplaça par l'***Égalitaire***, qui défendit la même cause. Le peuple, dit-il, doit apprendre à connaître ses droits et ses devoirs ; il a des guides funestes, les "démocrates empiriques", absorbés tout entiers par la réforme électorale, dépourvus de tout "système organique".

•••

Enfin le communisme moral avait encore pour défenseur Pillot, ancien prêtre de l'église française de l'abbé Châtel, qui publia en 1840 ***Ni châteaux ni Chaumières***. Le communisme pour lui n'est pas seulement un idéal généreux, mais une doctrine scientifique démontrée : "L'empire de la sottise est à son terme ; donc celui de la science commence".

---

[14] Ledru-Rollin, ***Discours politiques***, I (discours du 23 novembre 1841 devant le jury). Dupoty, ***Banquets démocratiques***, 1840 (LB ^{51}3097).

[15] ***L'intelligence*** (Le ^{2}1431), prospectus, et numéros de mai 1838 et février 1840. Le principal collaborateur de Laponneraye était un avocat, Richard de Lahautière, qui exposa ses théories à la Société de la morale chrétienne, et qui publia en 1839 le ***Petit catéchisme de la réforme sociale*** (Lb ^{51}2940), reposant tout entier sur l'Egalité. On trouvera la bibliographie des écrits communistes parus vers 1840 dans une brochure de Cabet en réponse à Thoré, ***Le démocrate devenu communiste malgré lui*** (Lb ^{51}5044). Laponneraye a raconté dans le ***Populaire*** de 1840 (n° 6) l'histoire du journal ***l'intelligence***.

Pillot termine par ces mots, où la superbe du sectaire s'exprime avec une franchise presque effrayante : "Mais, nous dira-t-on, si l'humanité n'en veut pas (du communisme) ? – Mais, répondrai-je, si les pensionnaires de Bicêtre ne voulaient pas de douches ?"[16].

Les communistes se plaignirent du mauvais accueil fait par les démocrates, qui dans les banquets réformistes avaient refusé les toasts conformes aux vœux de la nouvelle secte. Dézamy et Pillot répondirent à ce refus en organisant un banquet communiste, qui eut lieu le 1er juillet 1840 ; douze cents convives écoutèrent dans un silence presque religieux les nombreux toasts portés à l'émancipation des travailleurs, à l'abolition de la peine de mort, à l'égalité, à la communauté[17].

Le communisme, en effet, par la simplicité de son système, avait beaucoup d'action sur un certain nombre d'ouvriers parisiens misérables, crédules, pressés de se venger et d'améliorer leur sort. Trop pauvres pour acheter beaucoup de livres, ils se passaient de main en main quelques exemplaires de l'ouvrage de Buonarroti ou du journal de Laponneraye, le plus en faveur chez eux depuis que leur bien-aimé Raspail n'avait plus d'organe périodique. Henri Heine, se promenant au faubourg Saint-Marceau, trouvait chez les prolétaires les œuvres de Robespierre et de Saint-Just, Buonarroti, l'***Histoire de la Révolution*** par Cabet ; il entendit des chansons dont les refrains exhalaient une fureur qui le fit trembler.

---

[16] Voici comment Pillot formule la loi égalitaire : "Qui fait ce qu'il peut, fait ce qu'il doit. Chacun a droit à la satisfaction de ses véritables besoins, lorsque tous possèdent le nécessaire". Une autre société, celle des Communistes matérialistes, repoussa l'idéal moral proposé par ces théoriciens (V. le procès de cette société, dans le **National**, 18 juillet 1847).

[17] Premier banquet communiste, 1840 (Lb 513096).

Faits marquants du Vieux Marxisme

1847-1850 : La “Ligue Communiste”. Noyau germano-anglais.
Une Avant-garde distincte, “politique” est formée.

1864-1872 : L’“A.I.T.” (Association Internationale des Travailleurs).
Un “syndicat” supra-national est formé, qui lie aux héritiers du *Chartism* anglais, Lassalliens allemands et Proudhoniens français. Ceci, rendu possible grâce à l’arbitrage du noyau marxiste de Londres. (Comme l’Afro-asiatisme de Bandoeng réussit grâce à Chou Enlaï).

1880-1895 : L’“Internationale Socialiste”. **Engels**.
Fédération de Partis politiques-syndicaux d’Occident, autour des partis allemand et français. L’aspect mouvement Spontané l’emporte au fond sur l’aspect Conscient. Finalement, sombre dans l’Électoralisme et le Chauvinisme.

1920-1935 : Le Komintern (Internationale Communiste). **Lénine**.
Une Avant-garde distincte, “politique” se reforme. C’est un Parti International animé par les bolchevicks Russes, à cheval sur l’Occident et l’Orient.

1963-1975 : Le mouvement “Marxiste-Léniniste”, inspiré par la Chine et l’Albanie.
Grand mouvement de “marxisme-utopique” qui agite avant tout la “Zone des Tempêtes” (Afrique-Asie-Amérique-Latine), le “patriotisme” du Sud (d’où dernière expression dans la “théorie des trois Mondes”). **Mao**.

Que penser, au total, de ces cinq vagues distinctes du Vieux Marxisme ?

• Elles n’occupèrent guère que 50 ans sur les 150 écoulés.

• Le mouvement ne fait que s’étendre, commençant par une poignée d’individus pour toucher finalement le monde entier.

• Le mouvement, parti du Centre de la civilisation moderne, trouve à la fin son écho dans le Tiers-Monde, néocolonisé, interdit de civilisation. Alors, le Vieux Marxisme se trouve comme “ dépassé” par ce qu’il a créé.

• Certaines phases du Vieux Marxisme sont consacrées essentiellement au dégagement d’une Avant-Garde, d’autres à animer le mouvement Spontané (syndicalisme, puis patriotisme).

• L’Organisation de la minorité Consciente est dominée par l’idée de Parti International, se voyant essentiellement comme une Avant-Garde Révolutionnaire.

F. Malot

Le Parti Communiste

Il nous faut dire quelques mots sur le PCF. Non pas que nous ayons un quelconque parti pris pour la Gauche, qu'elle soit modérée ou extrémiste, mais uniquement parce que le régime en place de despotisme démocratique est hanté par le "péril rouge", et qu'il nous faut résolument mettre au clair le lien officiel établi entre les deux choses.

En réalité, sous la même étiquette de "parti communiste", il y eut trois périodes historiques complètement différentes, qui recouvrent trois partis totalement distincts. Une telle chose ne doit pas nous étonner outre mesure puisque, au contraire, il n'y a là rien que de très habituel ; en particulier une chose analogue se produisit à propos de ce qu'on appela d'abord le "mouvement républicain" et, ensuite le mouvement "socialiste", depuis 1840. Ce n'est pas le nom que l'on se donne qui importe, mais ce qu'on est véritablement.

1. La première période du parti communiste va de sa fondation, en décembre 1920, à 1934. Ce sont les 15 années de la S.F.I.C., Section Française de l'Internationale Communiste, du "bolchevisme" français. Durant cette première phase, et c'est ce qui est à souligner, "communiste" signifie précisément un mouvement qui se place ouvertement hors de l'ornière droite/gauche, "au-dessus des partis" autorisés de la dictature démocratique. Mais il est une autre tendance qui, elle aussi, se présente comme "au-dessus des partis" : c'est celle qui préconise la république de l'état de siège, c'est-à-dire le banditisme institutionnel, qui fait appel à la soldatesque au sommet, appuyée par la populace en bas. Lors de la décomposition de l'Empire romain, cela correspond à la période des "empereurs syriens", ou période des "Sévères" (193/235), où l'empire est aux enchères, entre les mains de prétoriens, période qui précède immédiatement celle de "l'anarchie militaire" proprement dite. Le régime des empereurs syriens fut honteusement représenté par Caracalla, cette "bête féroce" qui massacra le peuple d'Alexandrie jusqu'à faire rougir les eaux du Nil, du sang des victimes. À l'opposé des empereurs syriens se tenaient les Chrétiens, eux aussi au-dessus des partis, mais faisant appel à la société civile, au peuple dévoyé par ses partis, que les fractions honnêtes de l'administration étaient sommées de rejoindre. À ce titre, les chrétiens de l'empire à l'agonie pouvaient être dits "en-dessous" des partis plus encore que "au-dessus".

Telle fut, au fond, la position des communistes de la SFIC. Ce premier parti communiste fut avant tout l'organisation des Jeunesses communistes. Ceci donna évidemment au mouvement une allure révolutionnariste, semi-anarchiste, en faisait plus un mouvement de Zélotes que de chrétiens, un mouvement de Blanquistes plus que de marxistes. De plus, comme le mouvement pour la République Sociale ne faisait que renaître en France, n'avait pas encore plongé ses racines dans les profondeurs du peuple, trouvé sa ligne propre et dégagé ses cadres, l'adhésion à la IIIème Internationale comme parti "mondial" unique obligeait la section française à adopter pour chef provisoire un délégué de Moscou, Manouilsky. Ces faiblesses étaient en elles-mêmes inévitables. Il y avait seulement le sentiment dangereux que la révolution russe avait déclenché la "lutte finale" de manière absolue, que la guerre contre la néo-barbarie occidentale allait se gagner en une seule bataille ininterrompue. Or, la bolchevisation française se développait en plein reflux

révolutionnaire, après le “communisme de guerre” en Russie et l’écrasement spartakiste en Allemagne (1923).

Quoiqu’il en soit, la période de la SFIC fut la seule époque honorable du parti communiste de France, entretenant la flamme des combattants de 1848, de la Commune de Paris (1871) et du P.O.F. (parti ouvrier français – 1880/1895). Alors s’affirme la volonté nette d’ouvrir une perspective réellement socialiste tournant la page de la préhistoire humaine, de construire un monde où les manuels et les exploités deviennent les maîtres. Ceci s’exprima catégoriquement dans le programme du “Bloc ouvriers-paysans” de 1924, qui se dissociait tout autant du Bloc National que du Cartel des Gauches. Ceci se traduisait par une ligne cohérente, la politique intérieure visant clairement à ce que le ménage supplante l’entreprise parasitaire, et la politique extérieure visant clairement à ce que la nation supplante l’État despotique. À l’intérieur, on travaillait à organiser les salariés dans les “syndicats rouges” de la CGTU et les paysans selon le principe : “la terre à ceux qui la cultivent ; expropriation des grands propriétaires fonciers ; remise des fermes et métairies expropriées soit aux coopératives agricoles, soit aux familles qui les cultivaient précédemment”. À l’extérieur, on s’engageait ardemment, à la fois contre le militarisme et le colonialisme : d’une part, action résolue, au moyen de cellules clandestines dans les régiments, contre l’occupation française de la Ruhr ; d’autre part, engagement enthousiaste en faveur d’Abdel Krim dans la guerre du Rif.

2. La deuxième période du parti communiste français se déroule de mai 1934 à février 1956 (XXème Congrès russe de “déstalinisation” de Khrouchtchev). Durant ces 22 ans, que traverse la guerre inter-impérialiste pour la domination mondiale entre Hitler et Roosevelt, ce qu’on nomme encore “parti communiste” n’est qu’un lamentable **parti petit-bourgeois** : le “communiste” Thorez figure comme le digne continuateur du tortueux “républicain” Gambetta et du roué “socialiste” Jaurès.

Suite à l’arrivée au pouvoir de Hitler en 1933, le 17ème congrès du parti russe en février 1934, dit “congrès des vainqueurs”, inaugure le socialisme d’État. En France, le krach de 1929 produit ses effets ravageurs à compter de juillet 1932. En fait le monde néo-barbare a basculé une nouvelle fois de la conjoncture d’après-guerre à celle d’avant-guerre. Le parti communiste, dont la politique révolutionnariste se trouvait à contre-courant dans la période précédente, verse cette fois dans une autre politique à contre-courant, celle du démocratisme réformiste, au nom de l’“anti-fascisme”. Dans les conditions concrètes de l’empire français, le discours thorézien selon lequel le régime envisage, au moyen des Ligues, de recourir au fascisme pour surmonter la crise ; que la situation se résout “dans la course de vitesse engagée entre nous et le fascisme”, ce discours engage simplement le parti communiste à se faire l’instrument du parti Radical de Daladier, à cautionner le pacte de Laval avec Staline (mai 1935).

Le seul résultat est d’amener le PCF à voter les crédits militaires de l’impérialisme français, outre que le programme de Front Populaire mettait au premier rang la “Défense de la Constitution” despotique de la France. Il n’est pas étonnant que la pilule amère du gouvernement de Front Populaire de Léon Blum en Juin 36, suivie par le coup de théâtre du pacte de “non-agression” germano-soviétique d’août 1939, aient disloqué et discrédité le parti thorézien. La tournure prise par la guerre, opposant le faux “monde libre” aux “puissances de l’Axe”, permit au parti communiste petit-bourgeois de se refaire une santé en offrant ses services au parti de la “grandeur française”, de janvier 1943 à mai 1947.

Cette fois, cependant, le parti thorézien ne se limita plus au "soutien sans participation" du Front populaire, mais obtint "toute sa place" dans l'opération de sauvetage de l'empire colonial français de seconde zone : depuis l'incorporation de Fernand Grenier dans le gouvernement provisoire du Général en septembre 1944, jusqu'à la promotion de Thorez au rang de vice-président du Conseil à compter de janvier 1946. Hélas, les 900 000 membres du PCF de 1947 ont une valeur nulle relativement aux 75 000 de 1925.

3. La troisième période de l'histoire du soi-disant parti communiste français commence en réalité à la mort même de Staline, en 1953, avec l'exclusion de Marty et de Tillon, l'homme des "mutins de la Mer Noire" et celui des F.T.P. Cette période, qui se prolonge jusqu'en 1987, c'est-à-dire pendant 35 ans, est celle de la mutation du parti communiste en **parti grand-bourgeois**, **parti du capitalisme d'État**. Cette tendance s'affirma librement à partir du coup d'État de Khrouchtchev en 1956 ; elle put s'avouer sans pudeur aucune après la liquidation de la guerre d'Algérie, en 1962, date à laquelle le PC propose un "programme commun" de gauche. Les choses sont tout à fait claires au 18ème congrès du PCF, en mai 1964, où Waldeck-Rochet est propulsé secrétaire-général, fermant l'ère thorézienne, et où l'on prêche la "démocratisation du parti", le nettoyage des vieux statuts staliniens.

Rétrospectivement, nous ne pouvons nous étonner que la "lettre en 25 Points" de 1963, par laquelle le parti de Mao lançait un défi aux communistes du monde entier, analogue à celui lancé par le parti de Lénine aux socialistes du monde entier par ses "21 Conditions" en 1920, que ce nouvel appel laissa cette fois totalement de marbre un parti corrompu jusqu'à l'os. On vit les fruits de cette métamorphose dans la politique sauvagement anti-"étudiante" du parti communiste en mai 1968 et le rôle ouvertement réactionnaire de la CGT dirigée par le "communiste" G. Séguy, digne successeur du socialiste Léon Jouhaux en 1936, dans les conditions nouvelles du capitalisme parasitaire à forme bureaucratique.

D'ailleurs, en décembre 1968, le PCF part à l'offensive pour l'instauration dudit capitalisme bureaucratique, dénommé "démocratie avancée", en lançant le Manifeste de Champigny. C'est l'époque où les énarques, polytechniciens et inspecteurs des finances qui gouvernent le PCF partent en guerre contre le "capitalisme monopoliste d'État" et claironne le "passage au socialisme par la voie pacifique et démocratique". En 1972, le sénile François Billoux s'illustre dans l'obscénité sociale en publiant son testament intitulé : "Quand nous étions ministres" ! En 1976, au 22ème congrès, le PCF efface la dernière vieillerie faisant mauvais genre dans ses documents officiels, la référence à la "dictature du prolétariat" depuis bien longtemps dépourvue de toute signification. Enfin l'heure des "ministres" arriva avec la répugnante "victoire" de l'Union de la Gauche en 1981. Nous connaissons la suite de cette triste aventure.

Le krach mondial de 1987, nous a fait entrer dans une nouvelle période d'avant-guerre, où le PCF a dégénéré de façon accélérée à l'état de secte politique, la scission de cette dernière, prononcée depuis 1989, en fraction "refondatrice" prédestinée à jouer le bloc militariste "démocratique" et en fraction des "nostalgiques" prédisposée à s'agréger au bloc adverse de type fasciste, cette nouvelle donne annonce une quatrième période de l'histoire du parti communiste que l'on peut clairement anticiper.

Extrait de ***"L'Indigène et Le Plébiscite"***
de F. Malot – mai 1995

Notre entrevue avec Lénine[18]

Pierre Sémard

Quelques mots sur l'époque et les conditions où elle s'est produite

En novembre 1922, une délégation de la CGTU se rendait à Moscou pour assister au IIème Congrès de l'ISR. Elle apportait alors l'adhésion de la Centrale syndicale unitaire française qui avait été décidée par son Congrès tenu à Saint-Étienne en juillet de la même année[19].

À cette époque le voyage n'était pas sans difficultés ; le "fil de fer barbelé" que les puissances impérialistes avaient tendu autour de l'Union soviétique n'était pas encore rompu et il fallait de dix à quinze jours pour atteindre Moscou. L'État prolétarien, malgré ses cinq années d'existence se ressentait toujours des terribles secousses de la grande guerre impérialiste et de la guerre civile, à peine éteinte. Il venait encore d'être frappé par la terrible famine provenant de la grande sécheresse qui avait atteint ses principales régions productrices de céréales. On était au début de l'application de la nouvelle politique économique (NEP) qui avait succédé à la période du communisme de guerre (1917-1921).

Aussi, c'est avec une profonde émotion que notre délégation ouvrière franchissait la frontière en ce début de novembre 1922. Si nos chants traduisaient notre enthousiasme, nous étions tous haletants d'émotion en même temps que de curiosité. Nous étions enfin dans cet État gouverné par des ouvriers et des paysans et exécré par les capitalistes, vers lequel les travailleurs français tournaient leurs yeux, avides de savoir.

À peine débarqués à Moscou nous étions conduits à une réception des délégations organisée au siège des Syndicats (ex-cercle de la Noblesse).

C'est un moment inoubliable que celui où nous prîmes contact avec les délégations des divers pays, ainsi qu'avec les militants du vaillant Parti bolchevik. Losowski nous salua

---

[18] Présentation des documents du P.C.F. : Le PCF revendique sa naissance officielle au Congrès de Tours du Parti socialiste (18ème Congrès de la SFIO), qui s'est tenu les 25-30 décembre 1920. L'histoire de ces premières années du PCF (alors SFIC) n'a jamais été faite d'un point de vue marxiste-léniniste. Par le document que nous publions ici (les souvenirs de Pierre Sémard sur l'entretien, qu'il eut en 1922 en compagnie de G. Monmousseau avec Lénine), il s'agit de souligner le danger qu'il y a à avoir une vision simpliste, événementielle, de l'histoire et d'accepter une telle vision qui n'est bien entendu jamais avancée sans arrière-pensées manipulatrices.

En 1922, Lénine ne considère manifestement pas qu'il y a en France un parti communiste et il envisage la possibilité d'en créer un. L'autre aspect important du texte de Sémard, indirect, est qu'il permet de voir sur quelles positions se tenaient les hommes qui alors se battaient contre le groupe Frossard.

[19] Cf. LOZOVSKY (A.), *"Les syndicats et la révolution"* (discours prononcé au Congrès de la CGTU à Saint-Étienne, en juin 1922), Paris, 1922, Librairie du Travail. On trouve en Annexe le *"Message de l'ISR au Congrès de la CGTU"* où sont développées de manière sèche les critiques contre la CGTU.

dans un français très pur, heureux disait-il de revoir des militants des syndicats français qui lui apportaient "cet allant et cet esprit de Paris, qu'il avait lui-même connu jadis".

Je me souviens que dans la conversation, le secrétaire des syndicats de Moscou de l'époque me disait : "Les Français sont des enfants terribles, nous les aimons beaucoup, ils sont les héritiers de grands mouvements révolutionnaires qui ont ouvert la voie à la libération des peuples et du nôtre en particulier, cependant cela ne nous empêche pas de les critiquer quand ils agissent en mauvais communistes".

La discussion s'engageait non seulement sur notre attitude de communistes militants dans les syndicats, mais sur l'attitude de dirigeants de notre parti qui, sous l'influence de Frossard, trompaient l'Internationale communiste.

Les "enfants terribles" que nous étions n'avaient fait alors que les premiers pas dans la connaissance et la compréhension du communisme. Les uns et les autres traînions notre passé, celui-ci d'anarchiste, celui-là d'hervéiste, cet autre de socialiste-réformiste, et tous étions plus ou moins imprégnés d'anarcho-syndicalisme.

Nous avions cependant mené au cours des années 1917-1921 une rude bataille contre les socialistes de guerre, contre les chefs réformistes de la vieille CGT et ensuite contre les anarchistes qui, à la création de la CGTU, s'étaient emparés de sa direction.

Nos camarades bolcheviks connaissaient nos efforts et ils voulaient nous aider à poursuivre ceux-ci en nous donnant l'arme idéologique qui nous faisait alors défaut pour nous débarrasser de nos erreurs à la fois sectaires et opportunistes.

Rappelons que notre délégation avait reçu le mandat d'apporter l'adhésion de la CGTU à l'ISR avec la réserve que la reconnaissance de l'indépendance du mouvement syndical français à l'égard des partis politiques serait statutairement admise. Or, les luttes de tendances qui se déroulèrent à cette époque à l'intérieur du mouvement syndical indiquaient clairement qu'il s'agissait d'une attaque des adversaires et ennemis du communisme contre le parti né au Congrès de Tours en 1921 (sic), et qui s'édifiait au milieu de crises successives et de difficultés innombrables.

Nous n'apercevions pas que, sous prétexte d'indépendance du mouvement syndical (celle-ci n'étant pas au fond mise en cause), les ennemis du communisme manœuvraient pour nous dresser contre le Parti communiste et le combattre.

Nous avions, militants syndicalistes-communistes, battu les chefs réformistes et anarchistes qui se dressaient contre l'adhésion à l'ISR, parce que ennemis déclarés de la Révolution russe et de la dictature du prolétariat, mais nous conditionnions la collaboration nécessaire du mouvement syndical avec le Parti communiste, en donnant l'argument de notre méfiance à l'égard de ses dirigeants (Frossard, Pioch, etc.). En réalité nous ne comprenions pas la part décisive que le syndicalisme révolutionnaire, par tous ses membres, devait apporter à la création d'un véritable parti communiste.

Notre participation active au IIème Congrès de l'ISR, notre assistance au IVème Congrès de l'IC et enfin l'entrevue que Monmousseau et moi-même eûmes avec Lénine, allaient être décisives[20].

---

[20] Au sujet de cette entrevue, A. Marty écrira dans une courte biographie de P. Sémard (1944) : *"En 1922, Pierre Sémard connut le grand honneur d'un entretien personnel avec Lénine, signe de la valeur que ce dernier attribuait à son œuvre."* Récemment, dans *"l'Humanité Dimanche"*, 19/09/1978, on pouvait lire : *"Pour ou contre les vingt et une conditions d'adhésion à la IIIème Internationale, qui sont dures, oui, car on*

Ce que fut notre entrevue avec Lénine

On ne peut s'imaginer notre émotion et notre joie quand un camarade du secrétariat de l'IC nous transmit l'invitation de Lénine.

Il nous reçut avec son affabilité bien connue, dans son bureau du Kremlin. Ce fut notre chère camarade Kroupskaïa qui nous introduisit. La conversation prit une forme de questions et réponses et elle devait durer deux heures.

Lénine commença en disant : "Vous êtes Sémard, membre du Parti communiste, Monmousseau non, il vient, je crois, de l'anarchie, comment pouvez-vous vous entendre et œuvrer dans la voie du communisme ?"

Nous rappelâmes l'un et l'autre notre lutte commune contre les socialistes de guerre, contre les dirigeants de la CGT enfoncés dans l'Union sacrée et comment celle-ci nous avait rapprochés et unis. Monmousseau marqua son évolution vers le communisme au cours de cette lutte et sous l'influence des événements, en particulier de la révolution d'Octobre[21].

Lénine nous fit préciser nos positions à l'égard du Parti communiste et nous dit en substance : "Que pensez-vous du Parti communiste français et de son dernier Congrès. Croyez-vous qu'avec ses dirigeants actuels on puisse créer un PC œuvrant sur la base des décisions de l'IC ? Que pensez-vous de la formation d'un parti communiste avec le mouvement syndical révolutionnaire ?"

La question était d'importance et nous sentions tous deux qu'elle nous dépassait singulièrement. Nous demandâmes à Lénine de préciser s'il s'agissait de reconstituer entièrement le parti ou de le renforcer avec l'appoint que pourrait lui apporter le mouvement syndical révolutionnaire. Lénine demanda notre opinion sur ces deux éventualités. Nous nous bornâmes à dire que le parti pouvait être épuré et renforcé des meilleurs ouvriers révolutionnaires, en indiquant les difficultés pour la CGTU d'intervenir directement dans cette transformation.

Lénine insista alors pour savoir si nos craintes, nos réserves provenaient d'un désaccord sur le rôle que doit jouer un parti communiste, comme parti dirigeant de la classe, ou si elles étaient motivées par les difficultés que nous rencontrions dans le mouvement syndical pour faire accepter ce point de vue. Nous répondîmes en prenant l'argument des difficultés, mais les questions de Lénine nous faisaient peu à peu sentir nos erreurs et toute la fausseté de l'attitude que nous avions observée jusqu'alors vis-à-vis du parti, en le confondant avec quelques mauvais dirigeants. Lénine revenait sans cesse sur la nécessité de créer en France un parti bolchevik et sur le rôle de premier plan que le prolétariat révolutionnaire groupé dans les syndicats devait jouer dans cette création. Nous déclarâmes alors notre accord pour collaborer à son renforcement et redressement dans la ligne de l'IC.

---

ne coupe pas le bras réformiste du mouvement révolutionnaire avec une rose, mais tellement dures à notre tradition parfois, qu'on verra Monmousseau aller en 1922 à Moscou pour dire à Lénine que la thèse sur les syndicats (soumission totale de ceux-ci au Parti communiste) ne collait pas avec les traditions d'indépendance des syndicats français. Lénine comprit…".

[21] À l'époque de cet entretien, Pierre Sémard avait 35 ans et G. Monmousseau 39 ans. Sur les positions de ce dernier on peut se référer à une brochure intitulée *"Le contrôle syndical et les comités d'usine"* (1922) qui développe très typiquement des thèses anarcho-syndicalistes.

Puis Lénine aborda la question importante des réserves que formulait la CGTU sur l'article des Statuts de l'ISR prévoyant la liaison du mouvement syndical avec le Parti communiste.

"Pourquoi demandez-vous que nous enlevions des Statuts de l'ISR le paragraphe qui préconise les rapports entre les deux Internationales communiste et syndicale rouge, et entre ses sections nationales dans les divers pays et les organisations syndicales. Vous savez cependant que ces rapports sont absolument nécessaires pour réaliser un travail et une action coordonnée contre le capitalisme."

Nous expliquâmes nos difficultés après une scission syndicale qui nous coupait en partie des masses influencées par les réformistes. Nos difficultés dans les rangs mêmes de la CGTU par la persistance des traditions anarcho-syndicalistes et le danger de nous couper nous-mêmes, communistes, de ces nombreux travailleurs qui n'étaient pas encore gagnés au communisme.

Lénine nous écoutait avec la plus grande attention, il nous harcelait de questions sur notre travail syndical et sur nos méthodes. Visiblement, nous ne l'avions pas convaincu de la justesse de notre demande de modification des Statuts de l'ISR.

Il nous déclara : "C'est pour nous, bolcheviks, une question des plus importante puisqu'elle intéresse tout le problème de la conquête des masses au communisme. C'est une grosse responsabilité que vous prenez et que vous nous demandez de partager, en demandant que soit porté atteinte aux principes mêmes qui régissent notre Internationale. Si nous acceptons votre proposition, quelle assurance pouvez-vous nous donner que les rapports entre parti et syndicats seront améliorés et que vous œuvrerez à réaliser en France une direction unique du mouvement ouvrier ? Si vous prenez devant l'Internationale l'engagement de travailler dans cette voie, nous pourrions accepter exceptionnellement vos propositions, en attendant que la clarté soit faite et que des rapports normaux s'établissent entre les deux organisations : Parti et CGTU".

Nous avions pleine conscience des lourdes responsabilités que nous allions prendre à l'invitation de Lénine. Nous discutâmes de nos possibilités, du poids des traditions dans notre pays, de l'influence des chefs réformistes, etc.

Remarquez, nous disait Lénine, qu'il ne s'agit pas de l'indépendance syndicale en soi, mais de ce qu'elle cache pour certains. Les chefs réformistes l'exaltent et la préconisent parce qu'elle sert leur politique de collaboration avec la bourgeoisie. Et reprenant la politique pratiquée par ceux-ci dans la guerre et l'après-guerre, Lénine nous démontrait que ce que les chefs réformistes et social-démocrates voulaient c'était leur "indépendance" vis-à-vis de la lutte de classes et du communisme qui en est la doctrine, afin de ne compromettre en rien leur dépendance vis-à-vis de la bourgeoisie et ne pas rompre la collaboration qu'ils pratiquent avec celle-ci.

Revenant sur notre demande, Lénine nous invitait à réfléchir encore, à bien comprendre la situation et les tendances au sein du mouvement ouvrier international et à ne pas faire une particularité du mouvement ouvrier français. L'internationale d'Amsterdam, nous disait-il, ne songe nullement à demander à ses organisations syndicales nationales qui, en Allemagne, en Angleterre, en Belgique, etc. ne sont que des filiales des partis social-démocrates, l'indépendance à l'égard de ceux-ci.

Nous comprenions toute la valeur et la justesse de son argumentation incisive et nous ne trouvâmes à répondre qu'en rappelant les décisions que nous tenions d'un Congrès et que nous n'avions pas la possibilité de transgresser. Lénine acquiesça, mais en soulignant que les dirigeants du mouvement syndical français qui se rendaient compte de l'erreur de leur position ne pouvaient persister, qu'ils devaient la corriger pour pouvoir convaincre les travailleurs de la nécessité des bons rapports et de l'action commune avec le Parti communiste, seul parti prolétarien révolutionnaire.

Nous prîmes alors l'engagement de travailler de toutes nos forces dans cette voie, pour y gagner nos masses organisées syndicalement et réaliser la jonction des forces révolutionnaires syndicales et politiques de la CGTU et du PC et la lutte commune contre la bourgeoisie.

La conversation allait prendre fin quand Lénine déclara qu'il avait une dernière question à nous poser : "Vous savez peut-être que Renaud Jean manifeste de sérieuses divergences avec nous sur la politique paysanne, nous savons qu'il est très lié et estimé de la masse des petits paysans, mais nous considérons que la ligne qu'il défend est fausse, que pensez-vous de son maintien dans les rangs du PC ?"

Nous étions assez peu informés sur l'importance et le caractère des divergences qui opposaient à l'époque Renaud Jean à l'IC, mais nous savions qu'il était un de nos militants les plus liés à la paysannerie, et le plus écouté dans nos campagnes, en raison de ce qu'il connaissait à fond les revendications particulières aux diverses couches et catégories paysannes, c'est pourquoi nous insistâmes pour que la confiance lui soit maintenue et que les discussions sur sa position particulière soient orientées de telle façon qu'elles le convainquent et le gagnent définitivement au Parti et à l'IC.

Et nous quittâmes alors Lénine en le saluant affectueusement et en lui affirmant tout notre attachement à l'IC ainsi que notre volonté de tenir et d'appliquer les engagements que nous avions pris devant lui.

L'histoire de notre parti peut dire si nous avons tenu parole.

Cahiers du Bolchevisme, numéro 2, 15 janvier 1935

Liste du Bloc Ouvriers-Paysans

date : 1924

parti : P.C.F.

in “Le Parti Communiste Français pendant l’entre-deux-guerre” (Nicole Racine, Louis Bodin) p. 123,

Éd. presses de la fondation des sciences politiques – 1972.

Travailleurs de la Ville et des Champs, nous assistons aux convulsions suprêmes d’un ordre social frappé à mort : concentration grandissante des capitaux entre les mains d’une oligarchie insatiable, maîtresse de tous les moyens de production et d’échange ; crise économique sans précédent ; exploitation éhontée du travail ; spéculation effrénée des denrées et du logement ; baisse du franc ; salaires réels avilis ; impôts écrasants.

La misère des classes laborieuses s’accentue, cependant que de louches trafiquants réalisent des fortunes insolentes et rapides.

Militarisme, Armements, Diplomatie secrète, Jeu néfaste des alliances, annoncent de nouvelles catastrophes.

En face du désordre capitaliste se pose devant les peuples l’impérieux dilemme :

La Révolution ou l’Esclavage.

Le Bloc national de droite a fait faillite. L’occupation de la Ruhr a porté à son comble le désastre européen tout en aggravant le déficit du budget français. Capitalistes français et allemands s’entendent comme larrons en foire, au détriment de la classe ouvrière et paysanne de France et d’Allemagne.

Seule la République Ouvrière et Paysanne des Soviets de Russie travaille à maintenir la paix et à créer des œuvres de vie ; tandis que le Bloc national, à la tête de la réaction mondiale, poursuit son œuvre de mort.

À la veille d’être chassé du pouvoir, le Bloc national vient d’achever sa funeste besogne : augmentation de 20% des impôts frappant les classes pauvres et les classes moyennes ; livraison des grands services publics à la voracité du Capital ; sabotage de la réforme des pensions ; retrait du projet des assurances sociales ; établissement d’un régime dictatorial de décrets-lois.

Le Parti Communiste dénonce l’irrémédiable banqueroute du gouvernement capitaliste.

Inquiète, la bourgeoisie a pris la précaution de constituer un nouveau Bloc de défense capitaliste qui maintiendra ses privilèges tout en continuant à duper les travailleurs.

Le Bloc national de gauche n’est pas une nouveauté. Pendant quinze années avant guerre, le pays a subi la domination radicale, et les travailleurs n’ont connu qu’oppression, exploitation et parfois même, répression sanglante.

Les fusillades du Havre n’ont fait qu’éveiller l’écho des fusillades de Draveil, Raon-l’Étape, Narbonne.

Le Ministère Poincaré, retapé avec des éléments de gauche, proclame qu'il poursuivra la même politique ruineuse et criminelle des dernières années. Nouvelle preuve que tous les chefs de gauche ont été et seront toujours solidaires et complices des méfaits du Bloc national. Complices également les chefs socialistes de toutes dissidences, qui par ambition ou par bas intérêt électoral, renient leurs principes, désertent leur classe, trahissent le prolétariat, pour sauver la bourgeoisie et partager avec elle les honneurs et les profits du Pouvoir.

À bas la Bourgeoisie ! Place au Prolétariat !

Contre le gouvernement capitaliste, le Parti Communiste lève le drapeau du gouvernement ouvrier-paysan.

Le gouvernement ouvrier-paysan, c'est le premier pas vers le salut pour tous ceux qui travaillent sans exploiter le travail d'autrui.

Le Bloc ouvrier-paysan, c'est l'union des travailleurs des villes et des campagnes : ouvriers, paysans, employés, fonctionnaires, artisans, qui aspirent à un ordre social meilleur et qui souffrent de la dictature insolente des rois de l'argent.

Ni Bloc national de droite,

Ni Bloc national de gauche,

Tous les deux, instruments du Capital.

Programme du Bloc ouvrier-paysan

Amnistie générale aux victimes du capitalisme : Condamnés militaires, faits de grève et délits politiques. Réintégration de tous les révoqués des services publics.

Justice populaire :

Généralisation du jury. Suppression de la magistrature. Abolition des conseils de guerre et des bagnes militaires. Constitution d'une Haute Cour populaire pour juger les responsables de la guerre.

Reconstruction :

Paiement immédiat des dommages de guerre restant dus aux petits sinistrés. Révision des indemnités accordées aux sinistrés de la grande bourgeoisie. Répression du trafic des bons de cession.

Expropriation du grand capital :

Socialisation des banques, mines, transports, usines, assurances, pétrole, sucre. Établissement d'un contrôle ouvrier par les comités d'usine. Journée de huit heures, six heures pour les industries insalubres. Minimum de salaire. Droit de coalition et de grève aux fonctionnaires et aux travailleurs étrangers.

Finances :

Extinction de la dette publique par la saisie des grandes fortunes. Suppression de l'impôt sur les salaires et de l'impôt indirect frappant la consommation.

Extérieur :

Annulation du Traité de Versailles. Alliance avec l'Union des Républiques Soviétiques. Organisation des États-Unis d'Europe.

La terre appartient à ceux qui la cultivent :

Expropriation des grands propriétaires fonciers. Remise des fermes et métairies expropriées soit aux coopératives agricoles, soit aux familles de ceux qui les cultivaient précédemment. Les petits propriétaires exploitant eux-mêmes conserveront la propriété perpétuelle de leur bien. Crédit agricole d'État pour le perfectionnement de la technique et de l'outillage. Électrification des campagnes. Admission des ouvriers agricoles, journaliers, domestiques de ferme au bénéfice des lois ouvrières et des assurances sociales.

Vers la conquête du pouvoir :

Formation d'un gouvernement ouvrier-paysan. Abolition de la Constitution bourgeoise. Suppression de l'armée permanente et de l'industrie privée des armements. Formation d'une milice ouvrière-paysanne pour la défense des conquêtes du Bloc ouvrier-paysan. Organisation d'une véritable démocratie sur la base des Soviets ouvriers et paysans associant les syndicats à la gestion des services publics. Dictature du prolétariat.

Loyers :

Taxation des loyers. Réquisition des locaux d'habitation. Construction par les municipalités d'immeubles à loyer bon marché. Organisation du logement en service public.

Vie chère :

Répression rigoureuse de la spéculation et de l'accaparement. Contrôle des prix par des commissions syndicales et coopératives. Développement des coopératives avec l'appui financier du gouvernement ouvrier-paysan.

La femme :

La maternité rétribuée comme fonction sociale. Pour la femme, égalité des droits civils et politiques. Salaire vital garantissant l'indépendance économique. Services collectifs pour l'organisation de la vie ménagère.

L'enfant :

Instruction obligatoire laïque et vraiment gratuite de tous les enfants jusqu'à l'âge de 16 ans. Mise à la charge de l'État des frais d'entretien et d'éducation de la jeunesse ouvrière et paysanne faisant preuve d'aptitude spéciale.

Hygiène publique :

La société doit garantir à chaque être humain les meilleures conditions possibles de développement et d'hygiène. Un régime qui laisse mourir 140 000 enfants tous les ans, 200 000 tuberculeux et syphilitiques est un régime qui doit disparaître.

Solidarité :

Assurances sociales sans cotisation ouvrière contre les risques afférents à la vie, au travail des ouvriers, paysans, employés, fonctionnaires. Salaire minimum aux mutilés et retraités du travail et de la guerre.

Vu les Candidats

Manifeste pour la République Sociale

Le Fermier
Je vous ai rassemblés ici pour vous demander à quelle sauce vous voulez qu'on vous mange.
Un coq
Mais nous ne voulons pas qu'on nous mange !
Le Fermier
Vous vous écartez de la question..

1) Le système électoral/parlementaire authentique, cela n'a jamais été que l'instrument spécifique de la bourgeoisie civilisatrice dominante, du temps de la monarchie constitutionnelle d'avant 1850. Les classes populaires n'ont jamais joui de cette démocratie qu'indirectement. Mais ce régime avait le mérite de la franchise : c'est officiellement et sans complexe qu'on nous reléguait alors parmi la masse des citoyens "passifs" ! Depuis 150 ans, la féodalité financière s'est substituée à la bourgeoisie libérale comme puissance dominante. Sa première opération a été d'enterrer le régime politique antérieur de démocratie parlementaire par la proclamation de la fiction juridique du "suffrage universel". Depuis lors, le peuple est réduit au statut d'une masse indigène, parquée "nationalement", confinée au rôle pervers de citoyens "passifs". Il n'y eut droit de cité que pour le seul arbitraire de faux représentants du peuple, et vrais colons oppresseurs, essentiellement irresponsables, mais ayant en outre le culot de vouloir qu'on les plébiscite régulièrement ! C'était l'avènement du régime que nous connaissons, et qu'il faut bien appeler par son nom : la démocratie dictatoriale. Le peuple a le devoir de se proclamer l'héritier légitime du principe électoral et représentatif. Le peuple doit placer ce principe démocratique authentique sous sa protection spéciale et indéfectible, étant seul à y être attaché. Nous renvoyons dos-à-dos tous les partis et syndicats rivaux, quels qu'ils soient, dans la mesure où ils prêtent tous leur concours à la perpétuation de la supercherie électorale et "démocratique".

2) Face à ce système de démocratie dictatoriale, nous nous déclarons solennellement en **Dissidence civique** organisée. Ceci est tout le contraire d'une démarche "abstentionniste". C'est purement et simplement obéir au devoir essentiel de la Citoyenneté Sociale, comprise au sens populaire.

3) Nous déclarons de salut public, que les vils "sondés" que nous étions se constituent en **Comités** de Dissidence civique permanents, à établir prioritairement dans les entreprises, et appelés à se confédérer. Ces Comités s'engageront à donner l'exemple nouveau du respect des suffrages en leur sein.

4) Le mouvement des comités de dissidence civique a pour but la convocation d'un **Congrès général** des délégués des comités. Le Congrès ne peut avoir d'autre mandat que celui de faire triompher la citoyenneté active du peuple dans l'état, de ménager l'avènement d'une République Sociale. Il n'appartient qu'au peuple, ultérieurement constitué en **Assemblée Sociale constituante**, de tirer toutes les conséquences, économiques, scientifiques et autres, de la conquête de la citoyenneté sociale. Les questions de "programme politique" au sens étroit, portant sur la gestion matérielle de la société (questions que chacun peut et doit creuser dans toutes les directions), ne peuvent en aucun cas être prises en compte pour l'appartenance au mouvement de dissidence civique, et porter atteinte à son union. Dans les conditions présentes, ce serait une source de division mortelle pour la cause de la Citoyenneté Sociale.

5) Il est de notre devoir d'alerter les futurs missionnaires de la cause de la Citoyenneté Sociale. Pas d'illusions : les voyous qui dominent l'état policier actuel ne peuvent voir dans notre entreprise que le projet de constituer une association à "objet illicite", un "attentat" prémédité contre la "légalité républicaine", visant à "changer le régime constitutionnel". La cause de la Citoyenneté Sociale victorieuse est ce qui peut seul nous préserver des drames menaçants de l'anarchie et de la dictature, qui s'engendrent l'une l'autre. Notre cause s'expose pourtant directement à subir la **répression** des corps de guerre civile existants, dénommés C.R.S., et gendarmes mobiles et l'intervention ultime des corps de tueurs professionnels, dénommés "troupes d'élite" : parachutistes et légionnaires.

Votez pour vous !

BULLETIN DE VOTE

Maintenant :

Comités de dissidence civique
Licenciement des C.R.S. et des Paras.
Minimum vital gratuit.

Demain :

La République Sociale Universelle.

Comité de dissidence civique – Lyon, 1er mai 1997

1- PEUPLE HUMAIN !

Tout comme toi, j'ai autour de moi des êtres bipèdes (à deux pattes) que tu connais bien.

Toi et moi, nous saisissons très bien leur langue. Presque à demi-mot. Et très souvent, avant même qu'ils aient ouvert la bouche.

Mais eux, ils ne nous comprennent pas du tout. Et ça leur est impossible. Nous en avons fait l'expérience tant et plus : aucun interprète n'existe (1). Cette idée-là nous a au contraire joué les plus sales tours !

Peuple humain ! Je ne me trompe pas ? Quand je dis « eux », tu vois bien qui je veux dire ?

Alors, ne gaspille plus ta salive : cause de toi à toi. Cause de nous. De ce qu'on veut et ce qu'on peut. Haut et fort !

PARLE !

11 / 97 - Karl Marx

2- PAROLE DE PEUPLE !

- Si je donne ma parole, c'est que moi, je fonctionne à la confiance.

Avec moi, finis les faux-contrats (2), où il n'y en a qu'un qui décide. Et qui dit après cela que c'est la faute à la crise !

VEUX-JE ?

- du R.M.I. ? du S.M.I.C ?
- de l'horaire à la carte ? du 35 h ?

Ça Non !

TOURNONS LA PAGE !

JE SUIS FAIT POUR
ETRE A MON COMPTE (3) ;

J'EMBAUCHE EX-PATRONS.

- Avis donné à tous secteurs : privé et public.
- Option retraite anticipée :
  - *CRS - Paras - Vigiles en tous genres ;
  - *Permanents syndicaux, « Elus », Combinards de tout poil.

SANS RANCUNE !

1 – Aucun interprète n'existe :

C'est pourquoi, probablement, leurs linguistes, qui ont déchiffré (disent-ils !) le cunéiforme et le sanscrit, n'ont même jamais eu l'idée de se pencher sur ce cas très particulier.

Il est pourtant de la plus haute importance !

Preuve de plus qu'il faut qu'on s'occupe de tout…

2 – Finis les faux contrats :

Avec moi, fini le "Code du Travail" maso. ; finis les "acquis sociaux" de mendigos ; et les matraques de salauds !

3 – Être à mon compte :

A mon compte : voilà de quoi causer à-tu-et-à-toi !

Bien sûr, je veux dire "à mon compte", à ma façon.

A la mode qu'on ne connaissait pas avant ! C'est à mon compte, manière Grande Famille du peuple. Bref, nous les "peuple", on s'arrangera ensemble entre parents. Soit dit en passant, "nous, les peuple", c'est quand même moins obscène, moins malpropre, que "nous les Lip", ou "nous les Renault" ! C'est quand même nettement plus poli que "nous les français" !

On est pas fous, nous dans la Famille-peuple. Tous les frères et cousins "peuple", par le sang ou par alliance, savent que ça n'ira pas sans tiraillement dans la Famille réunie. Parfois même très fort, c'est sûr. Et même après qu'on aura mis au pas la vieille race qui ne comprenait pas notre langue, et qui voudra forcément nous nuire au départ, en mettant des bâtons dans les roues, il y aura encore des brouilles par-ci-par-là.

Mais ce qui est sûr et certain, c'est qu'en famille, ce sera forcément moins pire que maintenant ! Fini, le peuple orphelin d'aujourd'hui. Adieu, les "oui, mon adjudant d'atelier" ! Les "s'il vous plaît, monsieur de l'A.N.P.E." !

Autre chose de pas négligeable. Dès qu'on aura la Grande Famille, et bien, les petits ménages d'à présent, qui battent sérieusement de l'aile… ils vont se refaire vite une jolie santé ; une santé de vrais copains qu'on aurait jamais imaginé !

F. Malot – novembre 1997

Église Réaliste Mondiale

Table

Jaunes & Rouges

L'Homme Communiste 2
Le Nouveau Marxisme 4
Vive Marx ! 5
La Vraie République 6
Eux et Nous (Tableau) 11
Eux et Nous 12
Acquis Sociaux ? 17
Parasites et Jaunes 23
Jaunes et Rouges 26
Grand comme Lénine ! 30
Transition (Tableau) 33
TRANSITION de la Barbarie au Communisme 34
Cycles de la Barbarie Intégrale 36

Documents

Fouché 37
Esclavage Salarié 38
Mini-Manifeste 40
Histoire du Parti Républicain 41
Faits marquants du Vieux Marxisme 48
Le Parti Communiste 49
P. Sémard (1922) 52
Bloc Ouvriers-Paysans (1924) 57
Manifeste pour la République Sociale 60
Peuple Humain, parle ! 62

L'illustration en couverture (Staline parlant à des ouvriers de Bakou) est de l'édition.